



---

**DEBATE**  
**BRESIL 75**

---

**plate-forme  
pour  
l'union  
des  
communistes**

4°P 8785 / suppl.



## PLATE-FORME POUR L'UNION DES COMMUNISTES

### §1- Pourquoi une plate-forme politique?

Un important processus de discussion et de clarification politique se déroule actuellement au sein de la gauche brésilienne. La défaite du courant militariste a fait s'écrouler les principaux obstacles qui ont, jusqu'à récemment, bloqué l'analyse et la discussion organisées sur les conceptions et les lignes politiques matérialisées dans l'expérience des dernières années et, en particulier, pendant la période 1968-1970, marquée par l'apogée de la "guérilla urbaine". Examiner critiqueusement cette expérience, comprendre les raisons de nos défaites, déterminer les causes de nos erreurs, découvrir les voies et les méthodes permettant de les dépasser, telles sont les aspirations d'une bonne partie des militants révolutionnaires brésiliens.

Tant l'actuel processus de discussion politique que le relatif désordre dans lequel il s'effectue sont l'expression et le résultat de la lutte révolutionnaire des dernières années: si la discussion se fait dans un certain désordre, c'est parce que pendant toute une période elle est apparue, pour beaucoup de camarades, comme le contraire de l'action. "Discuter autour d'une table" était en effet considéré comme un gaspillage de temps et d'énergie sinon comme un facteur de désunion. La "pratique", interprétée de la façon la plus simpliste, et identifiée sans plus à la "guérilla", était censée porter remède à tous nos maux. Les défaites que nous avons éprouvées ont remis à leur juste place toutes ces simplifications. Rien de plus normal qu'aujourd'hui le retour à la "discussion" entre révolutionnaires prenne comme point de départ ces défaites récentes.

Cela peut expliquer la lenteur avec laquelle le débat politique et la lutte idéologique se développent, les immenses difficultés que doivent affronter les militants révolutionnaires engagés dans ce processus et surtout le manque d'organes politiques susceptibles de le rendre suffisamment large, méthodique et efficace. C'est pourquoi l'effort en vue de mener de l'avant cette discussion est inséparable de l'effort en vue de consolider les formes d'organisation et les instruments politiques faute desquels elle se dispersera et contribuera plutôt à diviser qu'à regrouper les révolutionnaires.

La situation actuelle présente en ce sens un certain nombre d'analogies avec celle qu'a traversé le mouvement révolutionnaire brésilien en 1965-1967. On sait en effet que la période qui s'est ensuivie au coup d'Etat de 1964 a été elle aussi marquée par un intense processus de discussion, visant à determi-



ner les raisons de la défaite d'avril 1964 et les conditions tant politiques qu'organiques de la reprise de la lutte révolutionnaire. Nous savons tous quel a été le résultat de ces discussions et des luttes idéologiques qui les ont accompagnées: le passage à l'action directe en 1968, conduit par les groupes militaristes d'extrême-gauche, l'incapacité dont ils firent preuve de diriger correctement la montée des luttes de masse de mars à juillet 1968, et finalement l'aveugle offensive des groupes de guérilla urbaine en 1969-1970 lorsque, même pour une bonne partie des militants passés à l'action directe en 1968, il était évident que les opérations de commando contribuaient à désorganiser "non les forces du gouvernement, mais celles de la révolution". Et pourtant, les conditions politiques et organiques où se sont développées les "luttes internes" de 1965-1967 étaient incomparablement plus favorables aux révolutionnaires que celles d'aujourd'hui: le potentiel humain de la révolution était pratiquement intact, de nombreux périodiques et même des tribunes semi-légales étaient à la disposition des militants et la dictature militaire au service des monopoles se trouvait dans la phase dite de l'"ouverture" de Costa e Silva. Au contraire, le débat qui se déroule actuellement a comme point de départ l'anéantissement d'une bonne partie des organisations révolutionnaires (et pas seulement de celles qui s'étaient spécialisées dans les opérations de commandos urbains), l'hécatombe de tout un secteur de la génération révolutionnaire passée à la lutte après le putsch de 1964 (les militants tués par les forces répressives se chiffrent à quelques centaines, le nombre de ceux qui ont dû s'exiler atteint plusieurs milliers) et un climat de défaite, voire de résignation assez répandu dans une fraction (jadis très combative) de la gauche brésilienne.

Les difficultés auxquelles se heurte la lutte idéologique actuelle s'expliquent en bonne partie par le climat de terreur que la dictature des tortionnaires fait régner sur les secteurs les plus combattifs du mouvement ouvrier et populaire. Encore faut-il ne pas oublier que la terreur et la torture sont d'autant plus efficaces que leurs victimes sont plus faibles et que par conséquent nos défaites récentes, si elles n'expliquent pas les crimes de la dictature, contribuent cependant à expliquer leur efficacité et leur impunité. En effet, l'expérience historique des luttes révolutionnaires d'autres peuples montre clairement (il suffit de mentionner la grande et victorieuse guerre révolutionnaire de libération nationale du peuple vietnamien) qu'aucune répression n'est capable de briser la volonté de lutte d'un peuple disposé à prendre en main sa destinée. C'est pourquoi en ce qui nous concerne, nous devons, comme l'ont déjà dit d'autres camarades révolutionnaires, "chercher les causes de nos défaites principalement dans nos erreurs". Ces erreurs nous les connaissons très bien et les marxistes-léninistes de DEBATE les ont clairement indiquées d'un point de vue à la fois critique et auto-critique, dès le début de 1970: elles se sont matérialisées dans la déviation "militariste" de la "nouvelle gauche", qui se réduit, pour l'essentiel aux deux thèses suivantes: 1- il est possible (ne serait-ce que "dans une première étape") de faire la révolution sans les masses et 2- l'action armée des commandos est l'unique (des courants plus modérés diraient: est la principale) forme de lutte révolutionnaire.

Le fait que la plupart des organisations politiques brésiennes essayent aujourd'hui de divulguer systématiquement leurs conceptions et utilisent à cet effet le travail à l'étranger a une double signification. D'une part, il constitue le résultat de nos récentes défaites: un mouvement révolutionnaire, avec un si grand "poids spécifique" hors des frontières nationales est un mouvement affaibli, frappé à tous les niveaux, séparé des grandes masses des travailleurs, des opprimés, de tout le peuple. Mais d'autre part il exprime



un effort de réorganisation et de reprise de la lutte idéologique là où les conditions sont les plus favorables pour le "redémarrage": à l'arrière-garde des luttes directes, relativement à l'abri de la répression. Il aurait été préférable que cette lutte se développe à l'intérieur de notre pays d'une façon aussi systématique et régulière qu'elle se fait à l'étranger; il aurait été souhaitable qu'existent les moyens et les ressources pour que les militants qui, de nos jours, et dans les terribles conditions répressives du Brésil des généraux tortionnaires, cherchent la voie de la lutte politique de masses, puissent y participer. Nous ne pouvons et ne devons épargner aucun effort dans ce sens, d'autant plus que c'est de cette liaison avec les luttes pratiques que dépend le développement de la lutte idéologique elle-même, et en général de l'effort que réalisent les marxistes du Brésil en vue de contribuer à la réalisation des grandes tâches révolutionnaires du moment - la réorganisation de notre mouvement et la reprise de l'initiative dans la lutte contre la dictature, contre l'impérialisme, pour le socialisme.

Une chose est certaine, c'est qu'un changement qualitatif s'opère dans les méthodes de travail et dans la conception même de la lutte idéologique et de l'élaboration collective dans le champ théorique et politique comme en témoigne la prolifération récente de publications qui s'y consacrent. À l'intérieur du Brésil les difficultés restent très grandes pour que s'organise, à travers la presse révolutionnaire clandestine, une discussion systématique, large et régulière. Mais ce n'est pas un secret pour personne que les grands problèmes de la lutte révolutionnaire sont discutés avec passion par tout où se rallument les foyers d'une résistance, après les années sombres qui viennent de se terminer.

Le Chili de l'Unité Populaire a été, pour les révolutionnaires de toute l'Amérique Latine, et notamment pour ceux des pays sud-américains soumis au fascisme militaire, une grande tribune que nous, brésiliens, avons utilisé largement. L'accueil véritablement internationaliste des camarades chiliens a créé les meilleures conditions pour une large confrontation des points de vue entre les différents courants du mouvement révolutionnaire au Brésil, doublement dispersés, d'abord par le cloisonnement historique des particularités régionales, ensuite par la vague répressive de la dictature. Alors qu'à l'intérieur du Brésil seuls les organes des partis communistes "traditionnels" (Voz Operária du Parti Communiste Brésilien, pro-soviétique, et A Classe Operária du Parti Communiste du Brésil, maoïste) dépassent par leur divulgation le cadre restreint des petits cercles d'intellectuels, étudiants et ouvriers plus conscients; dans l'émigration, et surtout au Chili, les premiers pas dans la voie du renouvellement de la théorie révolutionnaire au sein du mouvement socialiste du Brésil ont été donnés pendant les trois années de l'Unité Populaire. Outre notre propre publication en espagnol, TEORIA Y PRACTICA, les revues TEMAS Y DEBATES, UNIDADE E LUTA ont notamment joué un rôle très positif dans le développement de la lutte idéologique au sein du mouvement révolutionnaire brésilien et ont favorisé, autant que DEBATE, le regroupement des révolutionnaires. L'élimination de la principale "base d'arrière-garde" de la résistance brésilienne, avec le coup d'Etat militaire fasciste du 11 septembre 1973, au Chili, n'a fait qu'avancer l'heure de la vérité pour tous les courants, tendances et organisations révolutionnaires brésiliennes qui se sont proposées de tirer les leçons des échecs de 1969-1971, de renouveler, à la lumière du marxisme et à partir de l'expérience de la lutte de classes au Brésil, la pensée et l'action socialistes dans notre pays et de reprendre sur des bases plus solides, la lutte contre la dictature militaire au service des monopoles.



Bref, le débat idéologique et l'effort auto-critique qui se développent actuellement ont mis un terme à un certain obscurantisme au nom duquel des mouvements d'"avant-garde" bloquèrent, des années durant, tout examen critique de la situation, en répondant, à ceux qui les interrogeaient à l'intérieur du pays qu'aucune discussion n'était possible "par des raisons de sécurité" et à ceux qui les interrogeaient à l'étranger que "par principe, nous n'acceptons de discussions politiques que sur le terrain de combat". C'est pourquoi à présent tous les militants révolutionnaires du Brésil, qu'ils soient sur le terrain ou dans l'émigration, dans la clandestinité ou en prison, se trouvent confrontés à trois tâches et buts principaux, susceptibles de transformer les défaites passées en victoires futures:

- 1- se lier à la lutte des masses,
- 2- développer la lutte idéologique pour mettre fin à l'obscurantisme et pour s'appropriier théoriquement du marxisme et du léninisme comme instruments de la transformation révolutionnaire de notre société,
- 3- lutter pour la réunification des marxistes-léninistes dans un parti révolutionnaire de la classe ouvrière et de tous les exploités et opprimés du Brésil, capable de diriger leur combat contre la dictature militaire terroriste au service des monopoles et d'assurer l'hégémonie prolétarienne dans la conquête révolutionnaire de la démocratie jettant, ainsi, les bases du socialisme dans notre pays.

On ne saurait trop souligner que ces trois tâches qui configurent autant d'objectifs dans la présente situation sont interdépendantes, l'accomplissement intégral de chacune supposant que les autres soient aussi accomplies.

C'est à la lumière de ces considérations que nous présentons à tous les révolutionnaires du Brésil cette Plateforme Pour l'Union des Communistes, qui constitue non seulement la base théorique de notre activité pratique, mais également notre point de vue sur les questions à être posées et résolues par tous ceux qui se reconnaissent dans les trois tâches fondamentales que nous venons de déterminer.

Le développement de la lutte idéologique ainsi que l'établissement de liens solides entre les communistes et les masses - conditions et buts à la fois de la réunification des marxistes-léninistes du Brésil - supposent une juste compréhension de la situation actuelle de notre mouvement révolutionnaire. Celle-ci se caractérise, de façon générale, par la dispersion de nos forces en multiples cercles et petites organisations politiques d'expression purement locale ou au maximum régionale. Certains de ces cercles et petites organisations sont le résidu de formations politiques brisées par la répression militaire et policière des années 1969-1972 et constituent donc plutôt un reste du passé qu'une perspective pour l'avenir. D'autres expriment déjà un certain processus de regroupement des révolutionnaires, aussi bien de ceux passés à la lutte pendant la période de 1966-1969, que de militants encore plus jeunes, stimulés par les récentes luttes ouvrières et étudiantes.

La fragmentation du mouvement révolutionnaire engendre et entretient l'esprit de cercle, donc le sectarisme. Dépasser cet esprit de cercle c'est d'abord, déterminer les conditions idéologiques et politiques que doivent remplir les marxistes-léninistes en vue d'instaurer un esprit de parti et d'ouvrir par là la voie à la réunification. Ces conditions concernent d'une part le mouvement communiste lui-même, d'autre part, le mouvement de masses.

En ce qui concerne le mouvement communiste du Brésil, le premier pas dans la voie du dépassement de notre actuelle fragmentation est la détermination -



d'une plateforme contenant le fondement théorique et les grandes orientations politiques autour desquelles les communistes du Brésil peuvent et doivent se réunir. Il ne faut pas oublier un seul instant que la fragmentation organique correspond à l'absence d'unité de pensée, notamment à l'absence d'un programme marxiste de la révolution sociale au Brésil. C'est pourquoi nous concevons la lutte idéologique non pas comme une stérile confrontation d'opinions polémiques entre tel ou tel groupe politique sur les problèmes les plus variés du mouvement communiste international et de la théorie marxiste en général, mais comme un effort méthodique, patient et conséquent en vue de battre en brèche l'obscurantisme idéologique, et d'utiliser le marxisme, la grande théorie révolutionnaire de notre époque, dans la connaissance de notre réalité et dans la détermination des voies conduisant à sa transformation révolutionnaire. Ni polémique entre groupuscules, ni affirmation abstraite d'une panacée politique censée résoudre tous les problèmes de la révolution, la lutte pour la définition d'une plateforme politique des marxiste-léninistes du Brésil est une tâche militante dans le domaine de la théorie qui seule peut ouvrir la voie à l'unité de pensée du mouvement communiste et par là même à sa réorganisation et à sa réunification sur des bases nouvelles.

En ce qui concerne le mouvement de masses, il faut comprendre que la dispersion des luttes ouvrières et démocratiques est à la fois une cause et une conséquence de la division des révolutionnaires, notamment des communistes. Une cause, en ce sens que l'absence d'une centrale ouvrière indépendante, et d'une manière générale, l'absence d'un mouvement syndical indépendant de l'Etat bloque l'essor des luttes de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, affaiblit leur capacité de revendication, de défense de leur pouvoir d'achat et de leurs conditions générales d'existence et de travail et rend extrêmement difficile la diffusion des idées du marxisme et du léninisme auprès des grandes masses prolétaires et populaires. Une conséquence, puisque le facteur qui aurait pu efficacement contrecarrer l'absence d'une large organisation syndicale indépendante, à savoir, un solide mouvement communiste fermement et organiquement lié aux masses travailleuses, fait défaut.

Face à cette situation, l'esprit de cercle se manifeste par deux déviations opposées, l'une sectaire, l'autre spontanéiste. La première se caractérise par le mépris de l'initiative des masses, par le doctrinarisme stérile sinon franchement divisionniste, par le rabaissement du grand objectif historique de la formation du parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière du Brésil au profit d'une conception d'"extrême-gauche" qui réduit l'avant-garde communiste à une petite secte d'illuminés. La seconde considère qu'en dernière analyse la réunification des communistes ne sera possible que lorsque la classe ouvrière elle-même aura trouvé la voie de son unité et de son organisation indépendante et que par conséquent l'action des communistes doit se concentrer essentiellement, sinon presque exclusivement, dans l'effort pour "se lier aux masses". Une telle conception sous-estime manifestement le rôle de la lutte idéologique et par là même tend à sous-estimer le rôle dynamique que le regroupement des communistes peut jouer dans l'unité de la classe ouvrière. Elle fait reposer sur la spontanéité des masses la solution de problèmes qu'il n'appartient pas aux masses, en tant que telles, de résoudre, car il ne sert pas à grand chose de se lier aux masses si l'on n'est pas à même de leur proposer des orientations politiques justes, si l'on n'est pas capable de leur ouvrir une perspective allant au-delà de leur niveau actuel de conscience et d'organisation.

Avoir dès maintenant un esprit de parti dans le travail auprès des masses ,



cela signifie donc, s'unir au peuple pour unir le peuple autour de l'avant-garde communiste du mouvement ouvrier. On ne saurait cependant abolir les cercles par décret. La réorganisation, sur de bases nouvelles, du mouvement communiste du Brésil, ne pourra être que le résultat de tout un processus - historique dans lequel s'accompliront les multiples tâches que notre situation impose et que nous avons résumées dans les trois orientations fondamentales de notre travail: s'unir aux masses, développer la lutte idéologique, oeuvrer pour la réunification des marxistes-léninistes.

*Unité* ↙  
 Nous n'évaluons pas de la même manière les différents groupes, cercles et organisations qui constituent la gauche brésilienne telle qu'elle existe au jourd'hui. Il va de soi, par exemple, qu'un cercle d'ouvriers révolutionnaires ne saurait être confondu avec un cercle d'intellectuels démocrates ou même socialistes. Il va de soi également qu'un cercle de militants communistes luttant pour l'unité des révolutionnaires et s'efforçant de se lier aux masses ne saurait être confondu avec un groupe gauchiste se présentant comme la quintessence de la révolution et semant la division au sein du mouvement démocratique et socialiste de notre pays. En tout état de cause nous retenons donc comme critère et orientation de notre politique d'unité l'attitude de chaque formation de la gauche brésilienne à l'égard des trois tâches essentielles que nous avons définies et qui constituent l'orientation fondamentale de notre action. Celles qui luttent pour l'unité de pensée des communistes et qui sont liées ou luttent pour se lier au mouvement ouvrier et populaire représentent, à notre avis, les prémisses de nos victoires futures: c'est surtout à elles que nous proposons l'union des communistes sur la base de la présente plateforme politique, ainsi qu'aux camarades au jourd'hui isolés mais qui aspirent à s'intégrer dans une organisation de marxistes-léninistes dans laquelle ils puissent se reconnaître. Bref, dans le cadre d'un mouvement communiste et révolutionnaire dispersé en cercles, nous nous adressons à ceux qui luttent pour dépasser l'esprit de cercle et pour faire vivre le parti marxiste de la classe ouvrière.

Nous considérons que les conditions essentielles ont été réunies, pendant ces dernières années, et notamment à partir de 1972, pour que les cercles et organisations marxistes, luttant pour s'unir aux masses et pour construire le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, développent la discussion systématique des bases politiques de leur union, de l'union des communistes du Brésil. Les succès que nous avons nous-mêmes remportés, d'abord en tant que cercle de propagandistes du marxisme à travers DEBATE, ensuite en livrant une lutte sans relâche pour créer une organisation de marxistes-léninistes capable de mener de l'avant les trois grandes tâches historiques que nous préconisons pour tous les révolutionnaires et notamment pour les communistes, constituent un gage certain de la justesse de notre action. Nous nous sommes toujours refusés, et nous continuerons de le faire, à rabaisser nos objectifs et nos idéaux en nous présentant comme si nous étions déjà le noyau central autour duquel se réorganisera le mouvement révolutionnaire et communiste du Brésil. Car nos succès, s'ils sont immenses par rapport à notre point de départ (graves défaites de 1969-1971, absence d'organes politiques de débat entre marxistes, septicisme et désarroi d'un certain nombre de militants ayant participé aux luttes de la période antérieure, démantèlement et désagrégation de presque toutes les organisations formées pendant les dix dernières années, etc.), sont encore très insuffisants par rapport aux objectifs que nous visons. C'est pourquoi nous avons conçu notre Plateforme Pour l'Union des Communistes non pas comme une synthèse achevée, prétendant apporter la solution à tous les problèmes du mouvement communiste et révolutionnaire du Brésil, mais comme l'analyse, encore partielle et li-



mitée, des grandes questions que les marxistes-léninistes se doivent de répondre aussi bien sur la société brésilienne que sur la tactique et le programme révolutionnaire. Autant dire que cette Plateforme a un double caractère. D'une part elle constitue déjà un document tenant lieu de programme politique pour un nombre sans cesse croissant de militants luttant pour réorganiser, sur de nouvelles bases, le mouvement communiste du Brésil. D'autre part elle ne réfléchit pas encore suffisamment le point de vue de l'ensemble des militants qui représentent à l'heure actuelle le patrimoine humain du marxisme-léninisme dans notre pays. Ce qui veut dire qu'elle a été assez discutée, qu'elle a subi suffisamment d'épreuves au niveau de la lutte idéologique pour qu'on puisse l'avancer comme une proposition susceptible de rassembler les éléments les plus avancés du mouvement communiste et révolutionnaire. Mais ce la veut dire aussi qu'elle n'a pas été encore soumise à la dure épreuve des faits, dans la mesure même où elle n'est pas encore devenue une force matérielle, où elle n'a pas encore été reprise par les masses dans leur lutte journalière et dans leur combat politique contre la dictature.

La première grande question à laquelle doit répondre une Plateforme Pour l'Union des Communistes visant à rassembler autour d'elle tous les marxistes-léninistes convaincus de la nécessité de réorganiser sur des bases nouvelles le mouvement révolutionnaire du Brésil, consiste justement à savoir quelles sont les questions qu'elle doit poser. Cette question préalable est beaucoup plus importante qu'il ne le semble à première vue. Nul n'ignore que le mouvement communiste international se trouve profondément divisé depuis de longues années et qu'au sein même du courant majoritaire (celui qui se regroupe autour du PCUS) les divergences sont graves sur de questions aussi importantes que la signification de la démocratie socialiste, les relations entre les partis communistes de chaque pays, la portée et le caractère de l'internationalisme prolétarien, et, de manière générale, l'évaluation de l'expérience historique de la construction du socialisme, de ses déformations, et tout particulièrement de la période où Staline a exercé un pouvoir despotique sur le parti et l'Etat soviétiques. Jusqu'à quel point faut-il tenir compte de ces divergences? Jusqu'à quel point l'unité de pensée des marxistes-léninistes du Brésil suppose une appréciation identique sur chacun de ces points? (et encore nous n'avons donné que quelques exemples de problèmes susceptibles de provoquer des divisions au sein du mouvement communiste de n'importe quel pays). C'est pourquoi nous avons adopté, dans l'élaboration de notre Plateforme Pour l'Union des Communistes, le critère consistant à ne poser comme point de départ, que les questions qui, une fois résolues, permettront de résoudre les autres.

Comment appliquer ce critère? Il nous semble évident que l'unité de pensée d'un mouvement communiste digne de ce nom s'exprime d'abord par une conception scientifiquement rigoureuse de la société et de l'Etat dans le cadre duquel se déroule son action. La détermination du caractère d'une société est la condition pour qu'on détermine le caractère de la révolution qui doit la transformer: la nature de ses tâches, les classes et les forces sociales susceptibles de s'y reconnaître, ainsi que ses ennemis, c'est-à-dire, l'ensemble de classes et forces sociales intéressées à la préservation des rapports sociaux existants. La question du caractère de la révolution brésilienne, en tant que déterminée par le caractère de la société et de l'Etat brésiliens, voilà le premier grand thème autour duquel l'unité de pensée est indispensable.

La seconde grande question sur laquelle l'unité de pensée est indispensable à l'unité dans l'action porte sur l'utilisation des forces révolutionnaires,



sur les formes d'organisation et de lutte dans lesquelles elles doivent s'investir. Plus que jamais au Brésil, il faut savoir que faire de nos forces, de quelle manière les employer pour qu'elles s'accumulent et deviennent capables de jouer le grand rôle historique qui est le leur.

Une troisième question concerne les grandes orientations politiques du mouvement ouvrier et démocratique dans la situation actuelle, parmi lesquelles la question de la formation d'un front anti-dictature regroupant toutes les forces intéressées au renversement du régime de despotisme militaire au service des monopoles.

Nous sommes profondément persuadés qu'un accord de fond sur ces trois grandes questions peut assurer l'unité de pensée et d'action des marxistes-léninistes du Brésil. Sur la base de cet accord, et dans la mesure où nous serons capables d'en tirer les conséquences sur le plan de l'organisation et de la lutte politique, c'est-à-dire, dans la mesure où l'unité de pensée se traduira par la réorganisation, sur des bases nouvelles, du mouvement communiste du Brésil, il sera de plus en plus possible de poser -et de résoudre correctement- les autres problèmes de fond qui divisent le mouvement communiste international et qui exigent des communistes brésiliens (comme des communistes de tous les pays) une prise de position à la fois très ferme sur le plan des principes et très conséquent sur le plan politique. Nous avons mentionné quelques uns de ces problèmes: il suffit de dire ici qu'ils concernent l'analyse de l'expérience historique de la construction du socialisme et de la lutte de classe du prolétariat international. Encore faut-il ne pas oublier que sans une solide unité dans l'action, le débat théorique et les controverses idéologiques et historiques peuvent rapidement dégénérer en querelles scolastiques, dans lesquelles se complaisent d'ailleurs de nombreux intellectuels d'"extrême-gauche". Pour les marxistes-léninistes, au contraire, il s'agit d'abord de forger cet intellectuel collectif qu'est le parti révolutionnaire de la classe ouvrière. C'est pourquoi la priorité pour les communistes du Brésil consiste dans l'accomplissement des trois grandes tâches qui feront vivre le parti. C'est pourquoi aussi nous ne discutons et ne prenons position, dans cette Plateforme Pour l'Union des Communistes, que sur les problèmes dont la solution est indispensable à la création des conditions idéologiques et politiques de l'unité des communistes.



§2- Le caractère de la société brésilienne et  
le programme marxiste de la révolution

Là où fait défaut une démarche scientifique sérieuse, le chemin est ouvert à toutes sortes de spéculations vides sur la nature de la société et le contenu du programme révolutionnaire. Il serait impossible de dresser ici l'inventaire des doctrines et programmes avancés, ne serait-ce que pendant les dernières années, par les différents courants de la gauche et notamment de l'extrême-gauche brésilienne. Certains de ces documents politiques présentent une conception plus ou moins cohérente sur ce qu'ils considèrent comme étant les grands problèmes de la révolution. Mais il s'agit, le plus souvent, d'une cohérence purement formelle, relevant de la logique abstraite plutôt que de l'analyse matérialiste de la réalité sociale. Rien d'étonnant alors à ce que toutes les doctrines simplement concevables sur le plan des idées soient effectivement soutenues par tel ou tel groupement, qui trouve dans l'"originalité" de son point de vue un prétexte pour s'ériger en secte porteuse de la quintessence de la vérité révolutionnaire.

La débat entre les partisans de différentes doctrines sur la nature de la révolution brésilienne dans la phase actuelle (révolution nationale et démocratique, ou bien de libération nationale, ou bien populaire, ou bien socialiste) est le reflet fidèle de cet état d'esprit. Chaque petite secte a classé toutes les autres en fonction d'un certain nombre de qualificatifs dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont employés plutôt comme des louanges ou condamnations morales que comme le résultat d'analyses concrètes et rigoureuses. Les critiques que ces cercles et organisations s'adressent les uns aux autres sont aussi très souvent le reflet, plutôt que des problèmes réels et actuels auxquels s'affrontent les révolutionnaires brésiliens, de polémiques et scissions dont on ne saurait nier l'importance historique dans le développement du mouvement communiste international, mais qui ne servent qu'à dévoyer les militants brésiliens de leurs tâches concrètes, tout en perpétuant leurs divisions. A quoi sert en effet de s'accuser mutuellement de "stalinisme", "trotskysme", "révisionisme", "réformisme", etc. alors qu'on n'est pas capable de mener de l'avant la lutte contre la dictature militaire terroriste? Les déviations passées et présentes du mouvement communiste international ne seront dépassées que par une pratique révolutionnaire conséquente: c'est principalement en faisant avancer la lutte révolutionnaire dans son propre pays que chaque communiste contribue effectivement à la solution des grandes questions idéologiques et politiques qui divisent aujourd'hui sur le plan international, et à l'intérieur même de chaque pays, le mouvement communiste dans son ensemble.

Nous avons dit pourtant, qu'un important processus de discussion et de clarification politique et idéologique est en cours au sein du mouvement révolutionnaire brésilien. Sur le plan de l'élaboration de la théorie marxiste du développement du capitalisme au Brésil, dans la définition de la nature de classe de la société et de l'Etat brésiliens actuels, dans la détermination des transformations révolutionnaires qui ouvriront la voie au socialisme dans notre pays, cette discussion et cette clarification ont conduit non seulement à une vision en tous points plus juste, plus conforme au processus réel, mais également à une attitude plus constructive à l'égard de notre propre passé, c'est-à-dire, au passé du marxisme et du mouvement communiste au Brésil. Plus constructive, cela ne veut pas dire nécessairement moins critique. Cela veut dire simplement que les marxistes-léninistes qui s'efforcent



aujourd'hui de réorganiser sur des bases nouvelles le mouvement communiste du Brésil, s'enracinent dans l'histoire des luttes sociales de notre pays et en assument l'héritage, ne serait-ce que pour le remanier de fond en comble.

Nous ne saurions passer en revue l'histoire des idées socialistes au Brésil, ni même celle des théories sur la nature de la société brésilienne. Il suffira, pour les buts que nous poursuivons dans notre Plateforme Pour l'Union des Communistes, de noter que malgré un certain nombre de contributions significatives, qui ont joué un rôle important dans la pensée marxiste brésilienne et dans l'élaboration de la théorie matérialiste dialectique du développement historique de la société brésilienne (citons au passage les travaux de Nelson Werneck Sodré, Alberto Passos Guimarães, Caio Prado, pour ne parler que des plus connus), le mouvement communiste brésilien comme un tout et les intellectuels marxistes en particulier ne sont pas parvenus à s'approprier véritablement du marxisme, la grande théorie révolutionnaire de notre époque, en tant qu'instrument vivant de connaissance et d'action. En fait, le marxisme tel que l'a pratiqué le mouvement communiste au Brésil, a été trop souvent rabaissé à une sorte de positivisme évolutionniste de gauche. Rien d'étonnant alors à ce que, dans des situations cruciales, comme lors de la grande montée des luttes ouvrières, démocratiques et anti-impérialistes de 1961-1964, ou pendant la période de confusion et désarroi qui s'est ensuivie à la victoire du putsch réactionnaire du 31 mars 1964, les communistes n'étaient pas armés, pour comprendre le cours des événements, pour définir des orientations justes, pour passer efficacement aux coups de l'adversaire.

On comprend donc la nécessité d'un débat conduisant à l'élaboration sur la base du matérialisme dialectique, d'une juste théorie sur le caractère de la société et de la révolution brésiennes. Elle seule peut apporter un fondement scientifiquement solide à l'action des communistes brésiliens, elle seule peut assurer la véritable unité de pensée des révolutionnaires, qui se distingue autant de la phrase "super-révolutionnaire", que de l'éclectisme sans principes, courant toujours à la remorque des événements. C'est dans ces conditions que la réorganisation des communistes, sur de nouvelles bases, peut et doit se faire.

L'initiative que nous prenons d'avancer un certain nombre de thèses apportant un début de solution à cette première grande question du programme marxiste de la révolution brésilienne a été rendue possible grâce à un travail obstiné, tant à l'intérieur du cercle de militants regroupés depuis 1970, autour de DEBATE, qu'au niveau de la confrontation publique d'idées entre révolutionnaires de toutes tendances. Elles ont fait leurs preuves sur le plan de la lutte idéologique. Ce qui ne veut pas dire qu'elles constituent un système achevé de pensée susceptible de clôturer pour de bon la discussion sur le programme de la révolution, ne serait-ce que dans ses fondements généraux. Nous n'avons ni la prétention ni l'envie de "dire le dernier mot" sur une question qui concerne tous les communistes et tous les révolutionnaires du Brésil. Mais nous sommes persuadés d'être sur la bonne voie, celle du marxisme, du léninisme et de l'analyse concrète d'une situation concrète, celle du Brésil.

Le caractère de la révolution se détermine par le caractère de la société. Cette détermination, cependant, n'est que la plus générale: elle correspond globalement à ce qu'on appelle les "conditions objectives" de la révolution. A ce niveau, il ne saurait y avoir aucun doute sur le caractère capi

capitalismo  
no Brasil.

marxistas que se soufre  
apropriados do marxismo



taliste de la société brésilienne et sur le caractère socialiste de la révolution qui doit la transformer. L'Industrie domine l'Agriculture, la Ville domine la Campagne, la concentration du processus productif a atteint un niveau parfaitement comparable à celui des pays capitalistes avancés, et a entraîné la formation de grands monopoles qui dominent l'économie et la société. Les rapports pré-capitalistes de production, dont ceux qui constituent les différentes formes de l'économie paysanne, sont entièrement subordonnés aux rapports capitalistes de production, donc à la logique objective de l'accumulation monopoliste. La reproduction élargie du capital monopoliste domine la production économique toute entière.

La conclusion générale et fondamentale qu'il faut tirer de cette constatation est qu'il n'y a pas de transformation révolutionnaire possible des rapports de production au Brésil sans l'abolition de la logique du profit monopoliste. Cette conclusion semble aujourd'hui peu contestable. Pourtant, l'accord est loin d'être fait, entre révolutionnaires et communistes brésiliens, sur ce point capital. A

Pour un certain courant de notre mouvement communiste, les tâches de la révolution au Brésil ont encore un caractère essentiellement démocratique-bourgeois, les ennemis qu'il faut abattre étant les gros propriétaires fonciers et l'impérialisme. Autant dire que dans cette conception les deux grands obstacles au développement des forces productives et au progrès économique et social du pays sont d'une part, la grande propriété foncière, d'autre part, l'exploitation économique étrangère. La seule fraction de la bourgeoisie brésilienne censée être dans le camp de l'ennemi, serait celle directement liée aux monopoles étrangers, notamment la bourgeoisie "compradora", c'est-à-dire installée dans le commerce d'exportation et importation. La bourgeoisie nationale par contre, serait intéressée à un programme national et démocratique de réformes comportant notamment la réforme agraire (avec la constitution d'une large couche de petits et moyens cultivateurs), le renforcement du secteur public de l'économie, la démocratie politique, une politique étrangère d'indépendance nationale, etc. Le caractère progressiste de ces mesures est indéniable. Par contre, il est beaucoup moins évident que les facteurs conduisant la bourgeoisie nationale à s'intégrer au bloc des forces démocratiques et anti-impérialistes soient assez significatifs pour qu'on puisse fonder là-dessus tout une stratégie politique, comme l'a fait le PCB pendant la période précédant le coup d'Etat de 1964, et comme il continue de le faire malgré une certaine évolution, bien récente du reste, qui semble s'amorcer à l'intérieur de ce parti, en vue d'admettre l'existence d'une bourgeoisie monopoliste nationale et de la ranger dans le camp de l'ennemi. En tout cas l'idée selon laquelle la bourgeoisie brésilienne est susceptible de faire part d'un bloc national-démocratique, capable d'appliquer un programme de "réformes de bases" ayant une portée révolutionnaire, s'appuie essentiellement sur une thèse économique et une thèse politique auxquelles l'expérience des dix années de dictature a apporté un démenti assez manifeste: (1) sur le plan économique, la domination impérialiste et la grande propriété foncière étaient censées constituer un obstacle au développement des rapports capitalistes de production, donc au plein essor de la bourgeoisie industrielle nationale. D'où l'intérêt de celle-ci à se joindre aux forces démocratiques et anti-impérialistes; (2) sur le plan politique, la dictature militaire était censée représenter surtout les intérêts étrangers, notamment ceux de l'impérialisme nord-américain. D'où l'idée, que les maoïstes brésiliens expriment d'une façon, on ne saurait plus claire, que la nation tout entière, sauf une "poignée de traîtres" est intéressée à la renverser. Cette conception évolutionniste, matérialiste non-dialectique du processus économique, n'affaiblissait que dans l'imagination, les forces de l'ennemi: la dictature militaire ↓ PCB



ferait marcher rapidement le pays à la crise économique, ce qui en dernière analyse, revenait à croire qu'elle serait incapable de promouvoir le développement des rapports capitalistes de production dans le Brésil. D'où la perplexité de ce courant face à la croissance et à la concentration monopoliste de la production telle qu'elles se sont produites, de façon de plus en plus accélérée, dans notre pays depuis dix ans. D'où leur incapacité à rendre compte, au niveau du programme, du mouvement réel de la société brésilienne, des problèmes nouveaux et des contradictions nouvelles engendrées par le développement du capital monopoliste, subordonnant à lui l'ensemble de la vie économique et sociale de la nation. D'où, finalement, la conviction, commune aussi bien au PCB qu'au PCduB (maoïste), que la dictature militaire était un phénomène historiquement inviable, que tout le monde ou presque souhaitait l'abattre, et qu'elle serait incapable d'assurer l'hégémonie de la bourgeoisie monopoliste sur la société et sur l'Etat. Que cette conviction mène à un attentisme prudent (PCB) ou à de retentissantes proclamations sur la nécessité de la guerre populaire et de l'encercllement des villes par la campagne (PCduB), cela ne change en rien sa base théorique, mieux son manque d'une base théorique matérialiste et historique.

Mais la reconnaissance du caractère objectivement socialiste de la révolution au Brésil, l'affirmation de la nécessité du socialisme comme seule solution de fond aux problèmes de notre peuple, ne conduit pas nécessairement à un juste point de vue sur le programme révolutionnaire. On ne saurait déduire, à travers les seuls critères de la logique formelle, le contenu concret du programme du caractère général de la révolution, pas plus qu'on ne saurait déterminer le cours concret du mouvement historique en se fondant, exclusivement, sur l'analyse des rapports de production caractérisant une époque historique donnée. C'est une autre forme de rabaissement du programme révolutionnaire que de le réduire à ses déterminations historiques les plus générales, car alors il cesse d'être un guide pour l'action pour devenir une simple profession de foi, fût-elle d'"extrême-gauche". Or, il y a justement tout un courant d'"extrême-gauche", comprenant notamment les trotskystes, qui fait de la "stratégie socialiste" la quintessence du programme révolutionnaire au Brésil, en se fondant sur ce simple raisonnement que le Brésil étant un pays capitaliste, les révolutionnaires ne peuvent lutter que pour un programme socialiste, puisque seule une révolution prolétarienne peut renverser la dictature militaire et le régime du Grand Capital. Autrement dit, l'alternative à la dictature militaire terroriste de la bourgeoisie monopoliste serait la dictature du prolétariat. Nous examinerons plus loin la signification réelle des doctrines gauchistes sur le programme révolutionnaire. Pour l'instant, notons seulement qu'à la base de ces doctrines il y a une conception foncièrement anti-historique de la formation de la société brésilienne, que l'on peut caractériser par les traits suivants:

a) grave sous-estimation des effets du passé colonial dans la question agraire telle qu'elle se pose au Brésil, notamment du rôle de la grande propriété foncière et de l'esclavage comme facteurs d'atrophie de l'économie paysanne au Brésil. Inspirés par le théoricien gauchiste A. Gunder Frank, un certain nombre de sociologues d'"extrême-gauche" en contradiction avec la thèse fondamentale du matérialisme dialectique, selon laquelle les rapports de production déterminent les rapports de circulation, soutiennent que notre économie a depuis toujours obéi à la logique de l'accumulation capitaliste, par cette simple raison que le système de plantation, base économique du Brésil colonial, produisait pour le marché mondial capitaliste. Ce qui revient à dire que les doctrinaires gauchistes ignorent la différence entre production de marchandises en général et production capitaliste, et font du marché la catégorie fondamentale de l'économie politique, en abolissant toute détermination historique concrète.

est-ce que  
l'analyse des  
rapports de  
production  
peut  
déterminer  
le cours  
concret  
du mouvement  
historique



(b) puisque selon les gauchistes le Brésil a toujours été un pays capitaliste, la question de savoir comment s'est vérifiée la transformation bourgeoise de la société brésilienne n'a pas beaucoup de sens pour eux. Autant dire que la contradiction entre les intérêts industriels, tournés vers le marché interne et les intérêts agraires, tournés vers les marchés extérieurs, qui traverse toute l'histoire moderne du Brésil, le déplacement du centre de gravité de l'économie nationale de la Campagne vers la Ville, de la Grande Plantation vers l'Industrie, ne sont que quantité négligeable pour les penseurs d'"extrême-gauche". C'est donc toute l'histoire des luttes sociales et politiques brésiennes qui est noyée dans cette longue nuit où toutes les vaches sont noires. Rien d'étonnant alors à ce que le programme socialiste, tel que l'entendent les gauchistes, n'ait aucun rapport avec le mouvement historique concret, qu'il soit rabaissé à une doctrine simpliste pavée de formules creuses, et qu'il ne soit susceptible de guider aucune lutte sociale et politique réelle.

Aucun de ces deux courants de pensée de la gauche brésilienne n'a réussi à déterminer, sur la base du marxisme et du léninisme (pourtant on ne parle ici que de courants se réclamant du marxisme et du léninisme) la forme historique concrète que présente au Brésil l'articulation entre les objectifs généraux de la révolution (déterminés par les rapports de production dominants et visant à les abolir au profit d'une forme supérieure d'organisation économique de la société) et le contenu concret du programme révolutionnaire correspondant à la situation historique spécifique que nous vivons, et qui est elle-même le résultat de toute l'évolution historique antérieure. Autrement dit, aucun de ces courants n'a apporté une réponse satisfaisante à la question: comment ouvrir la voie au socialisme dans notre pays? dans quelle perspective historique concrète s'inscrit la lutte pour le socialisme au Brésil? quelles conditions doivent être accomplies pour que le socialisme, historiquement nécessaire, devienne pratiquement possible?

Il appartient à Lénine le mérite d'avoir le premier, formulé dans toute sa complexité la question des conditions d'une révolution, c'est-à-dire, de l'ensemble des facteurs qui déterminent aussi bien sa possibilité que son contenu. Dans Deux Tactiques de la Social-Démocratie dans la Révolution Démocratique il distingue la condition objective de la révolution (= "degré de développement économique de la Russie") et la condition subjective (= "degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat"). Il souligne que la condition subjective est inséparablement liée à la condition objective et que, dans le cas de la Russie, le degré de développement économique ne permettait pas à la "révolution démocratique en cours" d'avoir un contenu autre que bourgeois. Puis, en ce qui concernait la condition subjective il affirme que la masse des ouvriers ne savait que peu de choses à propos des buts du socialisme et des moyens de le réaliser (voir Lénine, Deux Tactiques..., Oeuvres, vol.9, p.23). Dans un passage de ses Lettres sur la tactique, Lénine revient sur la notion de condition objective de la révolution pour préciser que le caractère "premier, principal, fondamental d'une révolution" est le "passage du pouvoir d'une classe à une autre" (Lettres sur la tactique, Oeuvres, vol.24, p.34). Cette précision complète et approfondit les critères antérieurs: ce qui est essentiel dans une révolution c'est le renversement de la classe dominante et l'abolition des rapports de production sur lesquels elle fondait sa domination. En Russie, on le sait, le développement des rapports capitalistes de production faisait de plus en plus de la bourgeoisie la classe économiquement dominante, mais celle-ci n'était pas parvenue à s'emparer du pouvoir d'Etat et à renverser l'autocratie tsariste. L'autocratie apparaissait donc comme le grand obstacle au développement ulté



rieur de la révolution. Sa chute, en février 1917, a changé de fond en comble la situation, puisqu'elle a mis le prolétariat directement en face de la bourgeoisie, et celle-ci, perdant l'appui de la paysannerie, n'a pas été capable de briser les forces ouvrières et d'empêcher le développement socialiste de la révolution démocratique.

Comment se pose, à la lumière de ces critères, la question des conditions - pour la révolution socialiste au Brésil? Il est évident, pour tout marxiste sérieux, que le degré de développement atteint par le capitalisme au Brésil a déjà créé la nécessité objective du socialisme ainsi que la plupart - de ses prémisses matérielles: la grande industrie, la concentration du processus de production, la pénétration du Capital dans l'Agriculture etc. Il n'est pas moins évident, cependant, que, selon la formule de Lénine, la grande masse des ouvriers ne sait que peu de choses sur le socialisme. Doit-on en conclure qu'au Brésil la condition objective est présente, alors que fait défaut la condition subjective pour le socialisme? On pourrait, à la rigueur s'exprimer ainsi, mais il faudrait encore expliquer comment et en quelle mesure la condition subjective peut être en désaccord avec la condition objective, car en principe, les deux sont inséparablement liées. Il faut d'emblée écarter toute conception idéaliste faisant de l'élément subjectif une donnée indépendante et sans rapport effectif avec les relations sociales objectives, qui "expliquerait", par exemple, le décalage entre le développement du capitalisme et le degré d'organisation du mouvement ouvrier par la "trahison" des dirigeants ou par l'absence d'un parti révolutionnaire. Evidemment, la démarche opposée, consistant à nier le rôle actif de la volonté révolutionnaire, à faire de la conscience un pur reflet des rapports sociaux objectifs, conduit en ligne droite au positivisme, au matérialisme bourgeois, voire au conformisme. La manière matérialiste et dialectique de formuler la question ne peut donc être que la suivante: quelles sont les causes historiques concrètes susceptibles d'expliquer ce qui apparaît à première vue comme une contradiction entre la présence de la condition objective, et l'absence de la condition subjective pour le socialisme au Brésil?

*et bourgeoisie*  
 Dans l'essentiel, cette contradiction s'explique par le caractère non-révolutionnaire que présente, en notre pays, la transformation bourgeoise de la société et de l'Etat. D'où la fondamentale importance, que nous avons déjà souligné, d'une juste évaluation de la nature de cette transformation. Contrairement à ce qui s'est passé par exemple aux Etats-Unis, où l'antagonisme entre la grande plantation et l'industrie, entre les seigneurs d'esclaves et les capitalistes, a été tranché par un affrontement armé qui a ouvert la voie au plein essor du capitalisme, tout en permettant la formation d'une large couche de paysans aisés, au Brésil la contradiction entre ceux qui voulaient perpétuer la "vocation essentiellement agricole" du pays et ceux qui voulaient l'industrialiser, entre la rente foncière et le capital, n'a jamais conduit à un affrontement décisif. La bourgeoisie industrielle brésilienne s'est développée dans les pores de la société agraire: latifundistes et bourgeois ont toujours trouvé la voie du compromis et ce fut graduellement que l'Industrie affirma sa domination sur l'Agriculture et la Ville sur la Campagne.

Le Brésil a connu en 1930 une crise révolutionnaire sans solution révolutionnaire. Car on ne peut pas affirmer que l'Alliance Libérale, victorieuse par la voie armée, représentait directement la bourgeoisie industrielle. (La lutte pour le pouvoir d'Etat ne se configurait pas clairement, surtout aux yeux de ses protagonistes, sous la forme d'une opposition ouverte entre l'Agriculture et l'Industrie). Mais il est absolument indéniable que le résultat his-



torique des mouvements et transformations politiques des années 1920 et 1930 notamment pendant la période 1930-1935, a été la réforme de l'appareil d'Etat qui cessa d'être un instrument exclusif de domination de l'oligarchie foncière (à la tête de laquelle s'étaient placés, de manière presque constante, les planteurs de café de São Paulo) pour devenir un instrument de partage de pouvoir entre la bourgeoisie industrielle et l'oligarchie foncière, la première assumant petit à petit, grâce à la politique d'industrialisation menée par Vargas, un rôle prépondérant. Il faut noter en ce sens que, malgré le caractère pluriclassiste du régime Vargas, la réforme de l'Etat qu'il a entreprise, a favorisé essentiellement la bourgeoisie: la constitution d'un secteur capitaliste d'Etat et le renforcement du secteur public de l'économie ont considérablement favorisé l'essor de la bourgeoisie industrielle nationale, en créant notamment la base de départ pour la formation d'une industrie lourde nationale. La centralisation de l'appareil et du pouvoir d'Etat porta un rude coup au pouvoir local et régional des seigneurs de la terre, en affaiblissant leur influence sur le gouvernement national. Puis, la mobilisation des masses urbaines à travers le syndicalisme d'Etat et l'octroi par le gouvernement Vargas d'une législation du travail accordant d'"en haut" à la classe ouvrière et aux salariés urbains en général, une partie importante des droits et bénéfices sociaux pour lesquels ils se battaient depuis longtemps (vacances, stabilité de l'emploi, sécurité sociale, journée de huit heures, etc.) a créé des conditions politiques très favorables à la subordination du mouvement ouvrier à la fraction nationaliste et progressiste des classes dominantes, en bloquant ainsi son organisation indépendante. La conjonction de ces facteurs a préparé, à travers un processus de changements économiques et sociaux qui donnèrent au pays son visage actuel, l'affirmation de l'hégémonie bourgeoise. Mais le caractère non-révolutionnaire de ces transformations, a fait que les problèmes hérités du passé agraire, loin d'être résolus, se sont reproduits et amplifiés. Ils ont éclaté, de façon dramatique, lors de la crise nationale de 1963-1964, qui a conduit le Brésil à la dictature militaire.

En 1964, en effet, les forces socialement et politiquement les plus rétrogrades au sein des classes dominantes, appuyées par l'impérialisme nord-américain, ont renversé le gouvernement constitutionnel de João Goulart pour installer à sa place un régime de terreur qui a remis en cause toutes les libertés et de nombreuses conquêtes obtenues par les travailleurs pendant la période précédente. Il a en particulier tué dans l'oeuf la tentative de formation d'une centrale syndicale indépendante de l'Etat (le CGT, Comando Geral dos Trabalhadores). Les principales forces de la gauche (le PCB, les nationalistes de gauche) n'ont pas hésité à voir dans le coup d'Etat, la victoire exclusive des propriétaires terriens menacés par la réforme agraire et des représentants des intérêts étrangers, notamment nord-américains dans le Brésil. Ils en ont tiré cette conclusion que le régime issu du coup d'Etat serait incapable de promouvoir le développement du capitalisme, qu'il conduirait le pays à la stagnation et à la crise économique dans les plus brefs délais. Ils ont confondu le caractère socialement régressif et politiquement réactionnaire du régime avec son orientation économique: ils ne comprirent pas que la dictature militaire représentait principalement au sein des classes dominantes, les secteurs intéressés à l'expansion de la grande industrie monopoliste plutôt que les secteurs les plus arriérés économiquement, liés à la grande propriété foncière. Bref, ils se trompèrent sur la question fondamentale de l'identification de l'ennemi, de ses ressources et de la politique qu'il allait suivre. Ils croyaient que le coup d'Etat de 1964 entraînerait le retour des grands propriétaires fonciers au pouvoir central, alors qu'il a en fait créé les conditions pour la pleine domination de la bourgeoisie monopoliste sur la société et sur l'Etat brésiliens. C'est que le PCB a-

J  
uif  
des  
7c



vait élaboré une doctrine, à laquelle nous avons déjà fait allusion, selon laquelle la bourgeoisie brésilienne ne saurait se ranger dans le camp de la contre-révolution, puisque la contre-révolution impliquerait forcément le blocage du développement économique (entendons: du développement capitaliste, puisqu'il n'était pas question d'autre chose dans le programme de réformes de base qu'il défendait à l'époque) et contrarierait donc les intérêts de la bourgeoisie elle-même. D'où l'optimisme véritablement démobilisant de certains théoriciens qui se faisaient plus ou moins les porte-parole de ces conceptions, tel Nelson Werneck Sodré, qui assurait à la veille du coup d'Etat que la réaction interne (qui pour lui se réduisait aux latifundistes) était pratiquement désarmée et que le seul danger menaçant les forces populaires venait de l'extérieur (des Etats-Unis). D'où leurs illusions, après le coup d'Etat, sur l'inviabilité du régime auquel il avait donné lieu.

La signification historique générale du coup d'Etat de 1964 et du régime de dictature militaire instauré par la suite, ne saurait être comprise si l'on ne tient pas compte du fait que la bourgeoisie brésilienne dans son ensemble et particulièrement sa couche monopoliste, devait se procurer à l'étranger les moyens de productions (machines, équipements, matières premières industrielles) nécessaires à la poursuite de la croissance industrielle et à la reproduction élargie du processus de production dans son ensemble. Pour maintenir le rythme de l'expansion économique il lui fallait réaliser d'importants investissements au niveau de l'infra-structure (production d'énergie électrique, système de transports et communications etc), installer ou élargir des branches industrielles fondamentales (sidérurgie, pétrochimie etc.) ce qu'elle a fait en favorisant l'entrée massive de capitaux étrangers, soit directement dans la sphère productive, soit sous la forme de capital de prêt. Comment financer cette opération sinon sur le dos des travailleurs? Le combat à l'inflation, dont le taux annuel s'approchait de 90% au moment de la chute de Goulart, était une mesure indispensable à la "crédibilité" du système monétaire et financier brésilien et une condition "sine qua non" pour obtenir, auprès des institutions financières contrôlées par les grands puissances capitalistes, les crédits et financements nécessaires à l'expansion (d'autant plus que les investissements directs de capitaux privés étrangers étaient limités, les groupes monopolistes préférant très souvent les opérations purement spéculatives à court terme). Bref, le capitalisme brésilien arrivé au degré de concentration qui engendre les monopoles, n'avait que trop tendance à s'appuyer sur un régime de dictature militaire, faisant régner la terreur sur le mouvement ouvrier et démocratique. Car outre les sacrifices que les monopoles en général imposent aux travailleurs de tous les pays pour s'emparer d'une fraction sans cesse croissante du sur-produit social, il faut ajouter, dans le cas d'un pays comme le Brésil, le lourd tribut que l'économie nationale - comme un tout verse aux groupes monopolistes des pays capitalistes dominants, tant sur la forme classique du pillage de ses ressources naturelles que sur celle, plus moderne et plus importante, du rapatriement des bénéfices accumulés sur place. Quoi de mieux qu'un "régime fort" pour parvenir, dans ces conditions, à promouvoir une accumulation monopoliste accélérée, et "rattrapper le retard" qui séparait le Brésil des pays capitalistes dominants. On comprend donc l'étendue des sacrifices imposés aux masses travailleuses, ainsi que le lien étroit rattachant l'accumulation monopoliste au terrorisme policier et militaire.

Il n'y a pas de fatalité dans l'Histoire. Dans l'abstrait, la voie "nationale et démocratique" proposé par le PCB et les nationalistes de gauche a-

me  
par en haut x voie par en bas



vant le coup d'Etat de 1964 aurait permis de résoudre toute une série de graves problèmes économiques et sociaux hérités de la colonisation et du passé agraire: elle aurait notamment imprimé un caractère démocratique à la transformation bourgeoise de la société brésilienne, en faisant accéder à la propriété de la terre des millions de travailleurs ruraux condamnés à la misère dans les grandes plantations ou dans les petits lopins de terre ("minifundia") d'où ils ne parvenaient pas à tirer le minimum vital. Elle aurait en plus épargné à l'économie nationale la terrible saignée que représentent les profits, intérêts, royalties etc. payés aux investisseurs étrangers, puisqu'elle aurait fondé la croissance industrielle sur le développement équilibré du système productif comme un tout, dans lequel le secteur d'Etat aurait un rôle déterminant et ne serait pas au service des grands monopoles étrangers et nationaux. Cette voie historique aurait donc épargné bien de souffrances et de misères au peuple brésilien, elle aurait changé le cours de l'histoire brésilienne et amorcé dans de conditions beaucoup plus favorables le passage au socialisme. Mais dans l'abstrait seulement. Car elle ne serait possible qu'à travers un front national-populaire ayant le prolétariat comme force motrice, et non l'aile nationaliste de la bourgeoisie, comme fut le cas sous Goulart. D'autant plus que le contenu de la lutte démocratique et anti-impérialiste devenait de plus en plus révolutionnaire, et que par conséquent la stabilité d'un front comprenant outre le prolétariat et la paysannerie, l'aile nationaliste et démocratique de la bourgeoisie, ne saurait être que de plus en plus précaire. A l'heure de l'affrontement décisif, la bourgeoisie a choisi son camp, qui n'était pas celui du peuple...

Arrivée à son stade monopoliste sans avoir accompli, ne serait-ce que partiellement, le programme de réformes nationales et démocratiques proposé depuis des décennies par les forces de la gauche (les traits essentiels du programme de réformes de base de 1963 étaient déjà présents dans le programme de 1935 de l'Alliance Nationale Libératrice), la bourgeoisie brésilienne a incorporé au développement du capitalisme dans notre pays les éléments pré-capitalistes caractéristiques de la période historique précédente, où l'oligarchie foncière dominait la société et l'Etat. En ce sens, la concentration de la propriété foncière, avec ses modes spécifiques d'exploitation du travail, (des "moradores", "colonos", "parceiros" etc.) oppose à une masse de paysans pauvres, de semi-prolétaires de la campagne, une infime minorité de latifundistes et gros capitaliste ruraux, et constitue autant l'héritage de l'esclavage colonial et de l'atrophie de la petite et moyenne propriété paysanne, qu'une forme spécifique d'articulation de la production agricole et de la production industrielle, donc une forme spécifique d'exploitation de la campagne par la ville, à l'intérieur du processus d'ensemble de la reproduction capitaliste, de l'accumulation monopoliste.

Mais c'est surtout dans le fait que la classe ouvrière et les travailleurs salariés en général ne disposent pas au Brésil, d'organisations syndicales indépendantes, que se manifeste le caractère non-démocratique de la transformation bourgeoise de la société brésilienne. Ce serait une grave erreur que de croire que la répression policière entreprise depuis 1964, par la dictature militaire, explique à elle seule le fait que les masses travailleuses n'aient pas pu conquérir le droit à l'organisation syndicale indépendante et soient réduites soit à la dispersion de leurs luttes, soit à la participation au syndicalisme d'Etat, régi par une législation inspirée de la Carta del Lavoro (que Mussolini imposa jadis aux travailleurs italiens). La dictature militaire n'a pas créé le syndicalisme d'Etat: elle s'est contentée de briser l'évolution, qui s'amorçait après de longues luttes, vers l'indépendance syndicale. Il en va de même pour les libertés publiques et pour les



institutions démocratiques en général: il suffit de ne pas tomber dans le point de vue juridique, si cher aux idéologues libéraux, pour comprendre que le régime constitutionnel en vigueur de 1946 à 1964, pourtant le plus démocratique qu'a jamais connu le Brésil, était loin d'assurer au peuple les droits et libertés que connaissent les démocraties bourgeoises plus avancées.

La dictature militaire terroriste a stoppé, par la violence ouverte, l'évolution vers la démocratie qui se produisait dans le pays à travers des luttes de masse de plus en plus importantes. Elle l'a fait justement dans la mesure où cette évolution risquait de devenir une rupture révolutionnaire, avec l'ordre bourgeois, où la lutte démocratique et anti-impérialiste prenait un contenu de plus en plus populaire (c'est-à-dire, essentiellement ouvrier et paysan) menaçant donc l'hégémonie bourgeoise sur la société et sur l'Etat. Qu'est-ce en effet que la démocratie, dans ce qu'elle a d'essentiel, sinon l'union des travailleurs de la ville et de la campagne, des ouvriers et paysans, et la force que représente cette union dans l'ensemble de la société?

On voit donc toute la portée historique de la lutte pour la démocratie au Brésil: elle est ce qui manque à notre pays pour que le socialisme y devienne pratiquement possible, pour que les grandes masses soient à même de s'occuper des affaires de l'Etat, pour que la classe ouvrière, alliée à la paysannerie et à l'ensemble des travailleurs de la ville et de la campagne, assume le rôle de classe dirigeante et conduise le peuple tout entier dans la voie du socialisme et du communisme.

La solution matérialiste et dialectique, à ce qui nous était apparu comme la contradiction entre l'existence de la condition objective et l'inexistence de la condition subjective pour le socialisme au Brésil, est donc la réalisation du programme de démocratie révolutionnaire ouvrant la voie au socialisme. Ce programme ne saurait être accompli que si le prolétariat se met à la tête du peuple tout entier. Aussi pouvons nous parler du caractère prolétaire et socialiste de la grande transformation révolutionnaire inscrite dans les contradictions de la société brésilienne actuelle. Mais le prolétariat ne se mettra à la tête du peuple tout entier, ne parviendra notamment à forger dans l'action l'alliance ouvrière-paysanne, que s'il défend dès maintenant l'ensemble des mesures qui, en réalisant la démocratie, rendent possible le socialisme. Parmi ces mesures, les essentielles sont :

- a) indépendance syndicale, le droit irrestreint de grève, la prise en charge par les travailleurs, à travers leurs organisations syndicales, de la défense de leurs conditions d'existence et de travail, notamment en ce qui concerne les salaires, la sécurité sociale, les contrats collectifs de travail et le droit à l'emploi;
- b) la nationalisation démocratique des grands moyens de production et circulation, en vue de constituer un secteur public, qui, assumant le rôle dominant dans l'économie nationale, remplace la logique du profit par celle de la satisfaction des besoins sociaux;
- c) l'établissement, à travers une Assemblée Nationale Constituante élue par le suffrage universel, direct et secret, avec pleine et entière liberté d'organisation politique pour les travailleurs et les partis se réclamant de la démocratie et du socialisme, (et après une période de transition pendant laquelle les forces démocratiques se donneront les conditions pratiques d'exercer la liberté politique qu'elles viendront de conquérir) d'un régime de démocratie politique, où le prolétariat livrera son combat idéologique et politique pour affirmer son hégémonie sur la société et sur l'Etat;



- d) l'application par les organisations paysannes de la réforme agraire, selon la consigne "la terre à celui qui la travaille" ;
- e) la suppression de la dépendance financière et diplomatique du Brésil à l'égard du système impérialiste international, et en particulier à l'égard des Etats-Unis d'Amérique du Nord, ce qui implique notamment le contrôle strict des investissements étrangers sous toutes leurs formes, l'expropriation immédiate des monopoles étrangers ayant commis des irrégularités ou des abus économiques ou occupant des positions clés dans la production ou la circulation, la liquidation des emprunts contractés à un taux usurier auprès des groupes financiers et des Etats impérialistes avec la diversification de nos sources de financement extérieur, en direction surtout des pays du camp socialiste, une politique étrangère de paix et d'amitié avec tous les peuples du monde, et de soutien actif à ceux qui luttent pour leur libération et la rupture de tous les traités agressifs et accords militaires conclus avec l'impérialisme nord-américain ;
- f) la suppression de tous les organismes terroristes, des lois d'exception et des restrictions aux libertés publiques et droits individuels créées par la dictature militaire ou héritées de la période antérieure, la réorganisation démocratique des Forces Armées Nationales avec la dépuración complète des éléments coupables d'actes criminels (qui seront déférés à la justice démocratique) ou politiquement compromis avec la dictature du Haut Commandement Militaire, ainsi que la punition exemplaire des tortionnaires et assassins de militants de l'opposition démocratique et socialiste, de leurs mandants et complices.

Bref, considéré quant à son contenu de classe, le programme de la démocratie révolutionnaire sera ouvrier et paysan, quant aux mesures qu'il devra appliquer, démocratique et national; quant à ses ennemis, anti-monopoliste et anti-impérialiste et quant à sa signification historique, la voie brésilienne vers le socialisme.

Il va de soi que ces éléments fondamentaux du programme de démocratie révolutionnaire ouvrant la voie au socialisme doivent se compléter et se préciser. Il est particulièrement important, en ce sens, de rattacher fermement la lutte pour la démocratie révolutionnaire à la lutte pour le renversement de la dictature militaire terroriste au service des monopoles, notamment en ce qui concerne les conditions politiques de la participation du prolétariat à un large front anti-dictature comprenant outre les classes révolutionnaires de la démocratie, les secteurs libéraux et nationalistes de la bourgeoisie, disposés à lutter jusqu'au bout contre le régime militaire terroriste au service des monopoles. Dans cette alliance possible avec les secteurs bourgeois ennemis de la dictature, le prolétariat n'abdiquera en aucun cas de son indépendance au sein du front anti-dictature et n'oubliera pas un seul instant, que les alliés bourgeois seront toujours tentés d'arrêter la lutte pour la démocratie dans les limites des rapports capitalistes de production et de domination de classe. Si le renversement de la dictature militaire terroriste au service des monopoles constitue aujourd'hui la priorité des priorités, la tâche qui, une fois accomplie rendra possibles toutes les autres, rien ne saurait assurer "à priori" que la chute du despotisme militaire entraînera la victoire de la démocratie révolutionnaire. C'est le cours concret de la lutte de classes, la solidité de l'alliance ouvrière-paysanne, qui constituent les meilleurs gages du développement révolutionnaire de la lutte contre la dictature, d'abord dans le sens de la réalisation entière du programme démocratique, ensuite dans celui de la construction du socialisme. C'est pourquoi tous les communistes, tous les révolutionnaires, doivent opiniâtrement se battre pour que la classe ouvrière se mette dès maintenant à la tête de la lutte pour la démocratie, contre les monopoles et contre le terrorisme militaire.



## §3- Le Parti Révolutionnaire dont nous avons besoin

Le programme n'est pas un simple catalogue d'idées sur la société et la révolution, mais surtout un guide pour l'action. De même que l'approfondissement de la contradiction entre le caractère social des forces productives, et le caractère capitaliste des rapports de production n'implique pas automatiquement l'existence de la conscience et de l'organisation prolétariennes capables de la dépasser - en assumant la direction de la société et en mettant à son service les forces de production aujourd'hui subordonnées la logique de l'accumulation monopoliste - le programme de démocratie révolutionnaire ouvrant la voie au socialisme ne saurait non plus apporter à lui seul une réponse complète aux grandes questions pratiques de la lutte révolutionnaire: comment réorganiser nos forces? quelles formes de lutte faut-il développer, stimuler et renforcer? à quelles tâches concrètes faut-il consacrer l'essentiel de nos ressources humaines? de quel type d'organisation révolutionnaire avons-nous besoin pour mener de l'avant la lutte contre la dictature militaire terroriste au service des monopoles?

Que nous apprend, sur ces questions, l'expérience révolutionnaire dans notre pays, et spécialement celle des communistes? Nous ne saurions remonter à la période précédant le coup d'Etat de 1964, car une telle étude dépasserait les buts que nous nous sommes assignés dans cette Plateforme Pour l'Union des Communistes. Il suffit de noter, en ce qui concerne le passé moins récent du mouvement communiste et révolutionnaire du Brésil, que le PCB, après bien des revirements tactiques accompagnés d'ailleurs par des crises et scissions successives (en 1956 et 1960 notamment) s'est fixé un certain nombre d'orientations dont le trait le plus saillant est le culte de la lutte légale et pacifique, impliquant non seulement le rejet de toute forme d'action violente, mais surtout la réduction - dans la pratique, sinon dans la théorie - de l'action politique aux formes de lutte tolérées par l'Etat. Cette orientation fondamentale de la tactique du PCB lui a assuré une liaison permanente avec le mouvement de masse, car elle consistait essentiellement à se confondre avec les masses au niveau de conscience et d'organisation qu'elles avaient déjà atteint. Mais exactement pour cela, elle rabais-  
sait son rôle, en le laissant toujours à la remorque du cours spontané du processus historique. Il nous semble indispensable d'examiner cette question de plus près.

Dans les situations favorables, lorsque se produit une montée du mouvement des masses, comme pendant la période précédant le coup d'Etat de 1964, les problèmes tactiques se posent d'une façon à la fois plus simple et plus trompeuse que dans les situations défavorables, de reflux du mouvement de masses. Plus simple parce que les questions d'organisation passent au second plan, les révolutionnaires pouvant agir à la surface de la société et sans craindre une répression susceptible d'anéantir leurs forces. Mais plus trompeuse parce que la tentation est grande de sous-estimer la réaction de l'ennemi, de passer des accords "au sommet" avec les représentants politiques d'autres forces sociales, y compris des alliés de circonstance, sans que cela représente effectivement un pas en avant au niveau du mouvement des masses, bref de semer des illusions sur le véritable rapport de forces à l'échelle de la société. En particulier, la tactique du PCB sous le gouvernement Kubitschek et par la suite jusqu'au coup d'Etat de 1964, a reposé essentiellement sur la perspective d'un développement continu de la lutte pacifique de masses, et n'a pas du tout tenu en compte, ni sur le plan organique, ni sur le plan politique, de la possibilité d'une contre-offensive



réactionnaire qui, en remettant en cause les libertés publiques existantes imposerait un changement complet dans les formes de lutte et d'organisation des forces ouvrières et démocratiques. Cette question est de la plus grande importance pour une juste évaluation de la politique du PCB. Il faut la traiter de la façon la plus rigoureuse, afin de battre en brèche aussi bien la critique inconséquente d'"extrême-gauche" (qui fait abstraction des conditions réelles de la lutte de classes) que la pseudo "auto-critique" du PCB, qui consiste à admettre des erreurs de détail pour éviter une discussion sur le fond.

Rien de plus évident, que les libertés publiques reconnues par le régime constitutionnel de 1946 étaient: 1- instables (car sans cesse remises en cause par la droite, y compris une fraction importante de la hiérarchie militaire: il suffit de rappeler les tentatives de coup d'Etat de 1950, 1954, 1955 et 1961), 2- limitées parce que ne comprenant ni la liberté syndicale ni la liberté politique pour la classe ouvrière et la paysannerie, ainsi que pour les soldats, marins et sous-officiers, donc 3- beaucoup plus formelles que réelles, même du point de vue étroit de la légalité bourgeoise: il suffit de comparer les droits et garanties dont jouissent les organisations syndicales dans les pays capitalistes de l'Europe Occidentale et même des Etats-Unis avec ceux existant au Brésil sous le régime de la Constitution de 1946. Un parti communiste conséquent, un véritable parti révolutionnaire de la classe ouvrière, n'aurait jamais, dans de telles circonstances, et notamment dans une situation où la lutte de classes s'intensifiait, à la ville comme à la campagne, sur le terrain économique comme sur le terrain politique, fondé toute sa tactique politique sur l'existence de ces libertés publiques, car il suffirait qu'elles soient supprimées pour qu'il se trouve complètement paralysé. C'est ce qui se passa à partir du 31 mars 1964. Il a fallu un an pour que le PCB réussisse à réunir son Comité Central après le coup d'Etat du 31 mars 1964. Pourtant, la répression déclenchée par la dictature militaire à cette occasion a été incomparablement plus faible que celle déclenchée à la suite du "coup d'Etat dans le coup d'Etat" du 13 décembre 1968, pour ne pas parler de ce qui s'est passé ailleurs, au Chili par exemple, après le 11 septembre 1973. Si l'appareil du PCB a été à ce point ébranlé et paralysé, que penser de ses organisations de masse, donc de sa capacité d'orienter le mouvement de masses à l'heure de la défaite? La politique d'organisation d'un parti est à la fois un reflet de ses conceptions politiques générales et une condition matérielle, déterminante de la cohérence entre la théorie et la pratique d'une organisation révolutionnaire, ou qui se présente comme telle. Il y a en ce sens une cohérence entre la conception évolutionniste, matérialiste vulgaire, que se faisait le PCB sur la lutte pour la démocratie au Brésil, et le type d'organisation qu'il s'est donné.

Il ne s'agit pas, cependant, de reprocher au PCB, comme le font certains gauchistes, d'avoir essayé de tirer tout le parti possible des formes légales de lutte, y compris en travaillant activement au sein des syndicats d'Etat. Les marxiste-léninistes doivent aller là où sont les masses, et il serait ridicule de nier que les ouvriers les plus conscients et combattifs étaient pour une bonne partie dans les syndicats d'Etat, les seuls existants. Ce qu'il faut lui reprocher, du point de vue du marxisme-léninisme, c'est de n'avoir eu d'autre politique que celle consistant à avancer sur les sables mouvants de la légalité constitutionnelle bourgeoise telle qu'elle existait au Brésil et de s'y laisser battre sans offrir de résistance, en se discréditant et semant le désarroi dans les masses.

par ou parole e/ por h obu par l'ambu l'ainuu.

!

+ just

!



On sait que par la suite le PCB a persévéré dans la même politique opportuniste de droite. Au lieu de concentrer ses efforts dans la résistance révolutionnaire à la dictature militaire au service des monopoles, il a employé ses meilleurs efforts à mettre sur pied, à travers la vieille méthode des "accords au sommet", la médiocre Frente Ampla, regroupant des politiciens bourgeois tant soit peu mécontents, y compris le leader civil du putsch militaire, Carlos Lacerda. Cette opération politique, qui se solda par un échec complet (après des débuts grandiloquents, entre autres le manifeste signé par Carlos Lacerda réclamant la "redémocratisation" du pays, le Front Elargi est mort dans l'indifférence générale, la dictature n'ayant même pas daigné le combattre à fond) confirma l'opinion qu'avaient les révolutionnaires conséquents, à l'intérieur comme à l'extérieur du PCB, sur ce parti: qu'il ne se mettrait pas décidément à la tête de la lutte contre la dictature, mais essaierait, pour l'essentiel, de conserver son appareil dans l'attente d'une redémocratisation progressive du pays. D'où l'exaspération profonde des éléments les plus combattifs du PCB, qui le quittèrent (d'ailleurs en ordre dispersé) en 1967 et 1968, donnant lieu à la formation de l'ALN, du PCBR et du MR-8.

Plutôt que sur des divergences théoriques concernant le caractère de la révolution, cette nouvelle scission du PCB fut provoquée par des divergences pratiques, concernant les formes de lutte contre la dictature et l'impérialisme. Certes, les révolutionnaires qui ont rompu avec le PCB le critiquaient aussi sur le plan théorique, notamment à propos du rôle de la bourgeoisie nationale. Mais pour la plupart, comme nous l'avons d'ailleurs signalé plus haut, au §2, ils gardèrent la conception mécaniste du développement du capitalisme brésilien, ou plutôt, du blocage à ce développement provoqué par le latifondium et l'impérialisme. D'où l'idée commune au PCB et aux révolutionnaires qui l'ont quitté, de l'inviabilité du régime militaire issu du coup d'Etat de 1964. Mais cette idée a amené chacun de ces courants à des conclusions tactiques opposées. Le PCB, à celle consistant à préserver ses forces en attendant la chute de la dictature; les révolutionnaires, qui le quittèrent, à passer à l'action directe puisque tout en étant économiquement et politiquement inviable le régime pouvait s'éterniser au pouvoir par la violence et il fallait donc l'abattre par la violence.

Ce fut en effet autour du mot d'ordre de lutte armée que s'est produite en 1967 et 1968 toute une série de scissions et de regroupements au sein de la gauche brésilienne. Que les questions théoriques et idéologiques étaient alors au second plan, cela se confirme par la portée même de ces scissions et regroupements: ils n'ont pas touché seulement le PCB, mais toutes les formations politiques de la gauche, depuis les maoïstes, les trotskystes et la POLOP, jusqu'aux nationalistes de gauche et les socialistes chrétiens. Autant dire que toutes les organisations de la gauche se sont partagées autour de la question du passage immédiat aux actions armées. Pour ou contre la lutte armée, voilà ce qui divisa, à partir de 1968, et jusqu'à l'anéantissement des groupes révolutionnaires armés (en 1971 et 1972 essentielle - ment), la gauche brésilienne.

On ne comprend rien à l'histoire récente du mouvement révolutionnaire brésilien, aux défaites qu'il a subi et aux leçons qu'il faut tirer de ces défaites si l'on ne part pas de cette constatation historique de base, que le clivage entre la "vieille" et la "nouvelle" gauche s'est opéré autour de la question pratique du passage à la lutte armée plutôt que sur la question théorique du caractère de la révolution, et du contenu du programme révolutionnaire. Certes, la pratique traduit d'une façon ou d'une autre des concep-



tions théoriques qui, pour ne pas avoir été explicitées au préalable, n' en sont pas pour autant moins présentes dans l'action. Mais justement ce qui caractérisait la "nouvelle gauche" de la lutte armée était le culte de la pratique, ce qui ne veut pas dire absence mais rabaissement de la théorie.

On cherchera en vain "le" programme politique de la "nouvelle gauche". La VPR, l'ALN, le MRT, la VAR-Palmars, avaient chacune leur propre programme qui, en tant que programme, ne se distinguait en rien des programmes avancés par les organisations "non-armées", c'est-à-dire, qui reproduisait les divergences, les confusions et les erreurs des programmes de la "gauche traditionnelle". C'est la conception qu'elles se faisaient de l'accumulation des forces révolutionnaires qui a constitué le trait spécifique, sur le plan théorique, des organisations de lutte armée. A partir d'une interprétation extrêmement simpliste de la dynamique de la révolution cubaine, elles soutenaient une conception militariste de l'accumulation des forces: les forces révolutionnaires se développent dans la mesure où augmente leur "puissance de feu" (leit-motif de l'ALN de Marighella) et qu'elles multiplient les opérations d'"usure" et de "harcelement" de la "répression". Ce qui veut dire que l'on évaluait l'accumulation des forces non pas principalement par rapport à la dynamique du mouvement de masses, mais principalement par rapport aux ressources humaines et matérielles de l'"avant-garde". Evidemment, les nuances et même les divergences étaient nombreuses dans chacune des organisations de lutte armée à propos du "rapport avant-garde/masses" et la vérité historique exige qu'on distingue par exemple les formes les plus typiquement aventurières et petit-bourgeoises du militarisme (les écrits de "Jamil" qui fut l'idéologue de la VPR-2, où le mépris du mouvement de masses se complétait par la "théorie" de la révolution des marginaux et par une conception quasiment cybernétique sur les tâches et le rôle de l'"avant-garde armée") des formes moins "avant-gardistes", misant davantage sur l'intervention des masses (la conception de la guérilla comme une sorte d'insurrection rampante et prolongée, chez Marighella) ou sur les méthodes léninistes d'organisation (la tendance anti-militariste au sein de la VPR-1). Mais notre but n'étant pas de faire l'histoire du mouvement révolutionnaire brésilien, nous sommes forcés de ne tenir compte que des traits essentiels de l'expérience que nous examinons, qui découlent tous de la conception militariste sur l'accumulation des forces de la Révolution.

Les groupes armés anéantis, la question reste cependant toujours posée de savoir comment, dans les conditions de répression imposées par la dictature militaire terroriste, les masses pourront-elles s'organiser, développer leurs forces et trouver le chemin de la victoire? Car ce qui est frappant dans l'histoire du mouvement révolutionnaire brésilien notamment à partir du coup d'Etat de 1964, c'est l'attitude symétrique, de l'opportunisme de droite et du gauchisme aventurier à propos du rôle de la lutte de masses dans le renversement de la dictature. L'opportunisme de droite, proclame que seule la lutte de masses peut renverser la dictature. Mais il ne semble pas trop y croire, car ses grands initiatives politiques vont plutôt dans le sens de s'allier avec les forces mécontentes au sein des classes dominantes. Ils expliquent ces alliances (dont la "Frente Ampla" est restée le paradigme) par la nécessité de reconquérir les libertés nécessaires à l'essor des luttes de masse, car tant qu'existera une dictature terroriste, existera un obstacle à l'essor des luttes de masse. Autrement dit: en paroles, ils affirment le rôle de la classe ouvrière comme combattant d'avant-garde dans la lutte contre la dictature, mais dans la pratique ils agissent comme si cela était impossible et qu'il vaille mieux accepter l'hégémonie des courants nationalistes et démocratiques de la bourgeoisie dans la phase actuel



le, quitte ensuite, à essayer, comme sous Goulart, une tactique de "débordement par la gauche", dès que la dictature aura été "battue" (derrotada), terme qu'ils employent de préférence à "renversée" (derrubada).

Le gauchisme militariste (issu pour une bonne partie des scissions du PCB, en 1967 et 1968) n'a fait que tirer dans le sens opposé le raisonnement des opportunistes de droite. La dictature ne permet pas la lutte revendicative, disait l'ALN. Il faut donc passer à la guérilla! Comme si l'incapacité de mener de l'avant la lutte économique des travailleurs prouverait la capacité de mener de l'avant une lutte insurrectionnelle...

Aujourd'hui, alors que depuis au moins trois ou quatre ans l'échec des groupes armés de partisans urbains est devenu manifeste, on a trop tendance à ne voir que cette défaite et à oublier les causes qui ont conduit des milliers de militants révolutionnaires à s'engager dans la voie de la lutte armée. On est amené en ce sens à ne tirer de cette tragique expérience qu'une leçon purement négative, comme s'il s'agissait d'un accident de parcours - dans l'histoire du mouvement révolutionnaire brésilien, comme si l'aventure militariste n'était pas une réponse erronée à des problèmes réels de la lutte révolutionnaire au Brésil.

Nous soutenons au contraire que si l'aventure militariste a provoqué une hécatombe de révolutionnaires, si elle a constitué une défaite de grande ampleur, c'est justement parce qu'une fraction très importante de la gauche s'y est laissée attirer. Il faut donc se demander pourquoi le debraysme, le militarisme, le foquisme, ont pu séduire tant de militants révolutionnaires. Or, outre les causes générales déjà indiquées, et dont certaines (notamment le prestige de la Révolution Cubaine) dépassent de loin le cadre brésilien, il y a, à l'origine de l'aventure de la lutte armée, telle qu'elle a été entreprise au Brésil à partir de 1968, le fait incontestable qu'aucun des partis et mouvements politiques se réclamant de la révolution et du communisme n'avait été capable d'organiser la résistance à la dictature. Le désarroi provoqué par la défaite de 1964, lorsque la gauche a été battue pratiquement sans combattre, a conduit en ligne droite à l'aventurisme de 1968. Ce n'est pas un hasard si les seules luttes politiques de masse vraiment significatives qui ont eu lieu au Brésil après le coup d'Etat de 1964, -les luttes ouvrières, étudiantes et populaires de 1968: grèves "sur le tas" avec occupation d'usines, manifestations ouvrières du 10 mai, agitation étudiante, manifestation des 100.000 à Rio, etc.- ont été stimulées et dirigées par les organisations et groupes liés à la lutte armée.

Les marxistes-léninistes ne meneront jusqu'au bout la critique au gauchisme militariste que dans la mesure où ils trouveront la juste réponse aux grandes questions que se posent les révolutionnaires depuis le coup d'Etat de 1964: que faire pour renverser la dictature? quelles sont les tâches des communistes dans l'organisation de la résistance? de quel type d'organisation révolutionnaire ont-ils besoin pour se mettre à la tête de la classe ouvrière et des forces populaires dans le combat pour la démocratie et pour le socialisme?

Les orientations essentielles du programme des communistes du Brésil ont été définies dans le §2: renverser la dictature militaire terroriste au service des monopoles, réaliser le programme de démocratie révolutionnaire et jeter les bases de la construction du socialisme. Le renversement de la dictature constituant, comme nous l'avons alors souligné, la priorité des priorités, la tâche qui, une fois accomplie, rendra possibles toutes les autres ( et



tant qu'elle n'est pas accomplie, toutes les autres resteront bloquées) la question des formes de lutte, de la tactique à suivre, de la politique d'alliances, et surtout du type d'organisation révolutionnaire dont ont besoin les marxistes-léninistes, doivent se poser en fonction de cette tâche prioritaire.

Lorsque nous nous demandons donc que faire de nos forces, nous voulons dire: comment doivent agir les marxistes-léninistes en vue de créer les conditions pour que la classe ouvrière joue son rôle de combattant d'avant-garde dans la lutte contre la dictature?

L'infantilisme théorique des gauchistes continue à confondre l'Etat capitaliste en général (qui en tant qu'Etat "en général" ne se retrouve pas plus dans la réalité concrète que l'âne en général, puisqu'on y a toujours affaire à des Etats et des ânes singuliers) avec la dictature terroriste du grand capital, et par conséquent à vouloir déduire la "stratégie révolutionnaire" -de même que le programme révolutionnaire- de la nature générique -ment capitaliste de l'Etat et non pas de la nature spécifiquement terroriste de la dictature militaire. C'est ainsi qu'un groupe gauchiste qui prétend avoir fait l'auto-critique du militarisme déclare dans un document récent que "le pouvoir politique actuel, qui garantit et perpétue (sic) l'exploitation et la domination de classe, devra être détruit par la force et la violence organisée du prolétariat et de ses alliés, qui, pour y parvenir auront besoin de construire leur propre armée".

Construire des armées sur le papier est une opération beaucoup plus simple que déterminer les formes concrètes de lutte et d'organisation susceptibles de renforcer le prolétariat et ses alliés et d'affaiblir la dictature militaire terroriste au service des monopoles. Proclamer, comme continuent à le faire la plupart des gauchistes brésiliens, que dans le futur il faudra - construire une armée prolétarienne, cela ne contribue en rien à orienter - les combats d'aujourd'hui.

En quoi la nature du régime détermine la nature de l'organisation révolutionnaire qui se propose de le renverser? Autrement dit: quelles sont les caractéristiques spécifiques du parti révolutionnaire de la classe ouvrière - dans un régime terroriste du grand capital? Si au lieu de spéculer sur des armées futures nous concentrons notre attention sur les conditions actuelles de la lutte révolutionnaire, nous parviendrons à la conclusion que ces caractéristiques spécifiques sont les suivantes:

- a) clandestinité stricte de l'appareil organique
- b) clandestinité politique (et non sociale) des militants
- c) capacité organique de développer toutes formes de lutte y compris la lutte violente et armée.

Les caractéristiques spécifiques ne se confondent pas avec les caractéristiques essentielles. Les premières sont déterminées par la situation que nous vivons au Brésil; les secondes, par les exigences historiques de la révolution prolétarienne et socialiste et ont, à ce titre, une portée internationale. Les caractéristiques spécifiques doivent donc se subordonner aux caractéristiques essentielles et non inversement. Qu'est-ce qui est essentiel dans un parti marxiste-léniniste?

- 1) être organiquement lié aux masses, notamment à la classe ouvrière;
- 2) défendre un programme et appliquer une ligne politique amenant à la transformation révolutionnaire de la société et de l'Etat en direction du socialisme;

→ a questão é única!



3) agir comme une volonté unique sur la base du centralisme démocratique. Evidemment, on pourrait ajouter d'autres traits caractéristiques du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, tels qu'ils se sont affirmés, dans le mouvement historique, depuis l'époque du Manifeste Communiste jusqu'à nos jours, en passant par la période glorieuse de la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale et de la révolution soviétique, lorsque le léninisme a été incorporé à l'expérience révolutionnaire du prolétariat. Mais il faut surtout examiner comment s'articulent, dans la situation qui est la nôtre, les traits universels du parti marxiste-léniniste avec les exigences propres aux conditions où se déroule - et doit se dérouler au moins jusqu'à la chute de la dictature militaire terroriste - la lutte révolutionnaire au Brésil d'aujourd'hui.

En ce qui concerne les deux premières exigences caractéristiques de notre situation (la clandestinité de l'appareil et la clandestinité des militants) il y a peu de remarques à faire, tellement leur nécessité est évidente pour résister à la répression criminelle de la dictature, à la terreur et à la torture. Notons seulement que la clandestinité ne saurait en aucun cas empêcher la liaison la plus étroite avec la lutte des masses; les militants communistes se font connaître d'abord par leur travail pratique et s'ils ne peuvent pas faire ouvertement la propagande de leur programme politique, ils doivent dans chaque cas trouver la forme de l'appliquer dans la lutte de tous les jours, comme dans les combats décisifs.

C'est la troisième caractéristique spécifique qui pose des problèmes controversés, notamment ceux de l'articulation des formes de lutte, de la violence révolutionnaire et de la lutte armée.

Au centre du combat pour le renversement de la dictature militaire terroriste et pour la conquête de la démocratie révolutionnaire se trouve la lutte politique des masses. Elle peut prendre plusieurs formes, depuis les revendications élémentaires de liberté syndicale et de défense de l'économie nationale, à travers les pétitions, les prises de position à l'intérieur du syndicalisme officiel, l'agitation au niveau de l'entreprise et du quartier, jusqu'aux formes de lutte les plus avancées, telles que les manifestations de masse, la grève politique et l'insurrection. C'est la dynamique du mouvement de masses qui crée les conditions nécessaires au développement de chacune de ces formes de lutte, ainsi qu'au passage d'une forme moins avancée à une forme plus avancée de lutte. Le rôle des communistes n'est pas de les stimuler artificiellement, de décider "par décret" qu'il faut employer telle forme de lutte plutôt que telle autre, mais d'appuyer, coordonner et unifier celles que le mouvement de masses se donne à travers ses propres combats et ses propres expériences. Le mot fameux de Lénine, que l'on ne joue pas avec l'insurrection, a en ce sens une double signification: un parti révolutionnaire ne doit se mettre à la tête d'une insurrection que s'il a les moyens et la volonté de la mener jusqu'au bout; mais ce n'est pas lui qui crée la situation dans laquelle l'insurrection est à la fois possible et nécessaire. Son rôle est de comprendre que cette situation existe, ou est en train de se créer et d'expliquer cela aux masses, en lançant le mot d'ordre de lutte insurrectionnelle et en préparant matériellement la lutte armée.

Le devoir des marxistes-léninistes est de s'organiser de manière à pouvoir, dans n'importe quelle circonstance, se mettre à la tête des luttes de masse. C'est à partir de ce principe que se pose la question de la violence révolutionnaire et notamment celle de la lutte armée. Une chose en effet est la



violence qu'ils sont en mesure d'opposer à celle qu'ils subissent. Lorsque l'ALN de Mariguella et de Câmara Ferreira, la VPR et les autres organisations de lutte armée déclaraient que les révolutionnaires devaient répondre par la violence à la violence de la dictature, que celle-ci ne comprenait d'autre langage que celui de la force et que par conséquent il fallait passer immédiatement aux actions armées, elles oubliaient, d'une manière on ne saurait plus idéaliste, que l'emploi de la force armée est une question de rapport de forces. On ne lance pas le mot d'ordre de lutte armée, voire de lutte insurrectionnelle, si l'on n'a pas la force suffisante pour la mener jusqu'à la victoire. Le facteur principal dans la détermination des formes de lutte que nous opposons à l'ennemi, ce sont nos propres forces, c'est-à-dire, le degré de conscience et d'organisation du mouvement des masses, notamment de la classe ouvrière, et -en second lieu- la préparation du mouvement révolutionnaire -notamment de l'avant-garde marxiste-léniniste du mouvement ouvrier- en vue d'accomplir ses tâches historiques.

L'illusion la plus funeste du gauchisme militariste a été de croire qu'à travers les opérations des commandos urbains se produirait l'accumulation des forces capable de renverser la dictature (selon le schéma connu du passage à la guérilla rurale, puis à la lutte insurrectionnelle généralisée). En réalité, la guérilla urbaine a conduit à un formidable gaspillage des ressources humaines de la révolution, et par conséquent constitua une réponse erronée au problème de la violence révolutionnaire dans la lutte contre la dictature militaire terroriste. Elle a désorganisé non pas les forces de la dictature, mais celles de la révolution. Il s'agit maintenant de les réorganiser. Et comme nos forces sont très limitées, il faut les concentrer dans des tâches prioritaires clairement définies. C'est pourquoi nous condamnons le bavardage inconséquent sur la nécessité future de la lutte armée et de la "construction d'une armée prolétarienne". Nous avons besoin pour reconstruire le mouvement révolutionnaire et réorganiser sur de nouvelles bases le mouvement communiste du Brésil d'un solide mouvement clandestin capable d'assurer la liaison permanente des marxistes-léninistes avec le mouvement de masses, de résister aux coups les plus sévères de la répression dictatoriale, de coordonner et orienter la lutte politique des travailleurs et de tous les démocrates conséquents en vue de renverser la dictature et réaliser la démocratie révolutionnaire, voie historique du socialisme dans notre pays. C'est en vue d'atteindre ces objectifs que nous définissons comme prioritaire le travail visant à stimuler la lutte politique des masses, à créer les conditions pour une intense agitation et propagande des mots d'ordre démocratiques, à réaliser l'union la plus large de toutes les couches populaires autour de la classe ouvrière dans le combat pour le progrès économique et social, pour la défense de l'économie nationale, pour les libertés publiques et pour le renversement de la dictature.

C'est en assumant ces tâches que les marxiste-léninistes du Brésil trouveront la voie de leur unité, qu'ils construiront le parti révolutionnaire capable de réaliser la démocratie révolutionnaire et de lancer les bases du socialisme dans notre pays. La Plateforme Pour l'Union des Communistes, telle que nous la proposons, présente les éléments fondamentaux et les orientations essentielles pour le développement du processus de réunification.

Encore faut-il que les différentes organisations, cercles et militants non-organisés, bref, que l'ensemble des forces disposées à réorganiser sur de nouvelles bases le mouvement communiste du Brésil assument leurs responsabilités, abandonnent tout esprit de secte et se mettent à l'oeuvre pour créer les conditions pratiques de la réunification. Sur la base d'un accord de



fond concernant le programme révolutionnaire et à travers la participation la plus énergique et la plus décidée dans la lutte contre la dictature, il est nécessaire et possible de parvenir dans des délais pas trop lointains à mettre sur pied une organisation révolutionnaire marxiste-léniniste de portée nationale, avec une solide structure clandestine, un organe politique central et des militants présents partout où l'on se bat contre la dictature militaire du Capital Monopoliste. En attirant vers elle les éléments les plus combatifs et avancés de la classe ouvrière, parmi les paysans, les travailleurs de la campagne, dans les couches salariées urbaines (intellectuels, techniciens, etc.), parmi les étudiants et les éléments révolutionnaires de la petite-bourgeoisie en général, bref, en rassemblant l'avant-garde des classes et couches objectivement intéressées à la transformation révolutionnaire de la société brésilienne, cette organisation nouvelle, formée dans le combat à la dictature militaire terroriste au service des monopoles, constituera l'alternative historique à l'opportunisme de droite qui caractérise le mouvement communiste officiel et au bavardage inconséquent des gauchistes de tout acabit.

Outre les divergences profondes et insurmontables qui nous séparent sur le plan de la théorie et du programme révolutionnaire, du gauchisme (éparpillé d'ailleurs dans une poussière de fractions, groupes et groupuscules) - nous nous opposons radicalement à la conception sectaire que se font dans la pratique, sinon en théorie - tous ces groupes concernant la nature de l'organisation révolutionnaire dont a besoin le peuple brésilien pour se libérer de ses exploités et oppresseurs. Nous voulons construire, avec tous les communistes de notre pays, un parti révolutionnaire où les masses puissent se reconnaître et s'intégrer, qui soit fait du sang, de l'intelligence et du courage du peuple, et non pas une secte d'intellectuels d'"extrême gauche", toujours coupés des masses par cette bonne raison que leurs élocubrations sur la "stratégie socialiste" ou la "guerre populaire" ont peu de choses à voir avec les conditions réelles dans lesquelles les exploités et opprimés livrent leur lutte de classe contre la dictature militaire du Capital Monopoliste. La fermeté de nos principes, la justesse de nos orientations politiques, fondées sur l'application vivante du marxisme et du léninisme aux conditions historiques concrètes de notre lutte, la solidité de notre organisation clandestine, la constance de notre volonté révolutionnaire et surtout la profondeur de nos liens avec les masses permettront, dans chaque cas, de définir les consignes tactiques et les formes de lutte les plus capables de faire avancer la révolution et de mener jusqu'au bout, sur tous les fronts et de toutes les formes le combat pour le renversement de la dictature et pour la victoire de la démocratie révolutionnaire ouvrant la voie au socialisme.

Le parti révolutionnaire de la classe ouvrière, résultat historique de la réorganisation, sur de nouvelles bases, du mouvement communiste du Brésil, ne sera formé qu'à travers un processus complexe de regroupement des marxistes-léninistes du Brésil et l'approfondissement de leurs liaisons avec les masses populaires, notamment ouvrières. Le cadre organique dans lequel se produira l'union des communistes n'existe pas encore. La totalité ne se réduit pas à la somme de ses parties: l'organisation révolutionnaire qui rassemblera les communistes du Brésil ne sera pas la simple addition des organisations plus petites et des groupes qui se battent aujourd'hui pour la réunification. Elle sera une synthèse nouvelle des meilleures énergies révolutionnaires de notre peuple. Les forces capables de la rendre possible existent et sont en mouvement dans la bonne direction. Les conditions sont réunies pour accélérer ce mouvement de manière à rapprocher le jour où se produira un saut qualitatif dans le processus de réunification. Les marxistes-léninistes qui s'organisent autour de la présente Plateforme Politique n'épargneront aucun effort en vue d'y parvenir: c'est un engagement solennel qu'ils prennent face à tous les révolutionnaires de notre pays.



#### §4- Les grands mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire

Après de longues années marquées par l'absence de luttes directes de masse, en échelle considérable, par l'omnipotence de la police politique, l'intimidation; la terreur; après de longues années de désorganisation du mouvement révolutionnaire, de faiblesse du mouvement de masse, nous assistons actuellement à un certain redressement de la situation. D'un bout à l'autre du pays, les revendications économiques populaires commencent à se manifester, des luttes pour les libertés publiques éclatent. De nombreuses grèves "sur le tas" ont lieu dans l'industrie, les transports, la construction civile. La résistance, souvent violente des paysans pauvres, contre les latifundistes et les groupes monopolistes qui s'accaparent de leurs terres, s'accroît. Ces paysans pauvres, de même que les ouvriers agricoles, adhèrent aux syndicats agricoles, malgré les contraintes auxquelles ils sont soumis. Les étudiants se battent avec courage pour le rétablissement de l'autonomie universitaire. Les intellectuels, les artistes réclament la fin du régime d'exception, de la censure et le rétablissement de la liberté de création, et de pensée. Il faut agir en sorte que toutes ces luttes convergent vers un même mot d'ordre politique: A bas la dictature!

Il ne faut pas cependant surestimer le degré d'organisation et de conscience déjà atteint par le mouvement de masses. Il n'y a pas d'organisation syndicale indépendante au Brésil, la lutte quotidienne des travailleurs en vue d'améliorer les conditions de travail et d'existence ou bien passe à travers le syndicalisme d'Etat (qui la bloque, la divise et la dévoie) ou bien s'organise "sur le tas", de façon indépendante donc, mais dispersée, partielle et discontinue. L'opposition démocratique commence à peine à se donner des organismes plus ou moins stables, comme le Comité de Défense des Prisonniers Politiques à São Paulo; elle passe en grande partie par les institutions et organes légaux ou du moins tolérés par le régime, comme le parti de l'opposition consentie (le MDB), les journaux démocratiques et anti-impérialistes (comme Opinião), etc. Mais l'essentiel c'est de constater que la lutte de masses est rentrée dans une phase ascendante, que les conditions se réunissent petit à petit pour qu'elle se développe, et que la tâche la plus importante des communistes est de stimuler, coordonner et orienter politiquement la révolte du peuple, de manière à ce qu'elle ne se brise pas contre l'appareil de répression du régime, et ne soit pas dévoyée de ses buts véritables par des manoeuvres démagogiques des cercles politiques conciliateurs, ou réformistes.

Le développement de la lutte de masses obéit à une dynamique sociale objective. Dans la tradition léniniste cette dynamique objective est désignée par la notion de spontanéité des masses. Le rôle des révolutionnaires, n'est pas de se substituer à la spontanéité des masses, mais de comprendre sa dynamique, suivre son développement, tirer les leçons de son expérience, lui donner une conséquence politique. Sont-ils aujourd'hui en mesure de le faire? L'auto-critique du militarisme a consisté, pour l'essentiel, à proclamer inlassablement: "nous ne sommes pas liés aux masses" et c'est là la raison de nos échecs. La constatation est juste. Mais la distance est immense entre la volonté de se lier aux masses et la liaison effective avec les masses. Il appartient aux marxistes-léninistes dignes de ce nom de mesurer cette distance, puis de déterminer les moyens de la combler.



Pour cela, il faut d'abord critiquer la notion même de "liaison avec les masses, telle qu'elle est habituellement employée dans la gauche brésilienne. On en parle comme s'il s'agissait d'un concept clair et distinct, comme s'il n'y avait qu'une manière de se lier aux masses, et surtout comme si les deux termes de cette relation - les révolutionnaires et les masses - étaient toujours les mêmes. C'est une manière abstraite, voire idéaliste, de poser le problème. Pour le poser sur la base du matérialisme dialectique, il faut commencer par l'analyse concrète des "révolutionnaires", puis des "masses" et finalement du rapport entre les révolutionnaires et les masses. Il y a au Brésil de nombreux cercles et organisations révolutionnaires. Mais il n'y a pas de parti révolutionnaire de la classe ouvrière, au sens historique du terme, même si sont nombreuses les organisations qui se considèrent comme étant "le" parti révolutionnaire ou du moins l'"embryon" de ce parti. Il n'y a pas non plus d'organisation de masse indépendante au Brésil. Une partie des travailleurs adhère aux syndicats de type "corporatif", et au sein desquels se déroule une lutte contre le contrôle presque total exercé par l'Etat. Une grande partie de la masse des travailleurs n'est même pas syndicalisée et ignore y compris les droits élémentaires qui lui sont formellement assurés par la législation du travail en vigueur. Les comités d'usine et autres formes d'organisation indépendante n'ont touché et ne touchent qu'une partie numériquement peu significative du prolétariat et des salariés urbains en général. Il y a donc d'un côté fragmentation des révolutionnaires y compris les communistes, de l'autre, dispersion des masses.

Cette situation est le résultat d'un long processus historique dont nous avons examiné les traits essentiels: les scissions au sein du mouvement communiste, les divisions au sein du mouvement populaire et révolutionnaire, et le caractère non-démocratique, donc non-révolutionnaire de la transformation bourgeoise de la société brésilienne.

L'homme fait son histoire, mais dans des conditions matérielles, objectives indépendantes de sa volonté. Sa volonté n'est efficace que si elle part de la connaissance des conditions objectives caractérisant la réalité qu'il veut transformer par son action consciente. La situation objective du mouvement communiste et révolutionnaire au Brésil actuellement, d'un côté; celle du mouvement de masses, de l'autre, sont telles que leur union est objectivement limitée. Tant que les grandes masses des travailleurs ne disposeront pas de leurs propres organisations indépendantes, tant que les révolutionnaires ne seront pas unis dans une grande alliance historique et que les communistes n'auront pas réorganisé, sur de nouvelles bases, leur mouvement aujourd'hui fragmenté, la liaison entre les uns et les autres ne concernera qu'une minorité. Evidemment, l'union entre une poignée de révolutionnaires et un petit secteur du mouvement de masses est déjà, en tant que telle, un grand pas en avant dans la lutte de classes. Les véritables révolutionnaires au Brésil d'aujourd'hui sont ceux qui s'efforcent inlassablement pour rapprocher le mouvement socialiste des masses, ce sont les militants qui se battent pour faire avancer la lutte politique des masses. Mais c'est rabaisser le marxisme, rabaisser l'idéologie révolutionnaire de la classe ouvrière, de tous les exploités et opprimés par le capitalisme, que de confondre le point de départ et le but, ce qui veut dire, dans le cas présent, le type de liaison possible dans l'immédiat (entre les révolutionnaires dispersés et les masses dispersées) et la liaison qui correspondra à la maturité du mouvement socialiste dans notre pays, c'est-à-dire, la liaison entre le parti révolutionnaire de la classe ouvrière et les masses organisées de façon indépendante.

Nous voyons donc, d'une façon plus concrète, comment s'articulent et se complètent les tâches des marxistes-léninistes qui se battent pour réorganiser



sur de nouvelles bases, le mouvement communiste du Brésil. Ils ne se contentent pas de proclamer qu'il faut se lier aux masses. Ils proclament aussi qu'il faut que les communistes s'unissent entre eux et qu'il est étrange de dire au peuple qu'il doit s'unir alors que les communistes et révolutionnaires, sont eux-mêmes séparés. C'est qu'il y a une interdépendance dialectique entre l'union des communistes et l'union des masses, que l'une renforce l'autre et que l'union des communistes ne sera historiquement consolidée que lorsqu'elle se fondera sur leur union avec les masses (et réciproquement, les masses ne seront véritablement unies que lorsque les communistes constitueront le ciment de leur union). Cette interdépendance, cependant est dialectique, et non pas mécanique. Elle constitue un processus complexe et non pas un processus simple. La déviation connue sous le nom de "massisme" dans la gauche brésilienne, -en réalité une variante nationale du spontanéisme- se caractérise justement pour ne voir qu'un côté du problème -le côté des masses- en croyant que tous les problèmes de la révolution seront résolus - le jour où se produira enfin la liaison des révolutionnaires avec les masses et sans jamais se demander si la division des révolutionnaires ne constitue pas un obstacle très grave à leur liaison avec les masses. La position véritablement marxiste-léniniste (que l'on relise Que Faire? de Lénine et que l'on n'oublie pas que Marx a commencé par organiser une Ligue des Communistes) consiste à lutter à la fois pour l'unité des révolutionnaires et pour l'union des masses, car l'union des révolutionnaires avec les masses ne sera consolidée que lorsque les révolutionnaires seront unis entre eux et les masses unies entre elles. Car se sont là trois aspects d'une même réalité complexe.

On comprend maintenant pourquoi la montée actuelle des luttes de masse est objectivement limitée. Elles ne disposent pas d'un cadre organique capable de les coordonner et unifier (une centrale syndicale indépendante) et encore moins d'un parti révolutionnaire de la classe ouvrière capable de leur donner une orientation politique conséquente. On comprend ainsi que l'organisation indépendante des grandes masses des travailleurs, condition nécessaire (mais non suffisante, certes) de leur émancipation constitue la revendication politique permanente de la classe ouvrière et de tous les travailleurs salariés pendant la lutte contre la dictature. Elle constitue même la condition pour que la classe ouvrière joue son rôle de combattant d'avant-garde pour la démocratie et le socialisme. Car, pour la classe ouvrière et pour tous les travailleurs, avancer dans la lutte contre la dictature et avancer dans la conquête de leur organisation indépendante sont des aspects d'un même processus. Le renversement de la dictature représentera l'abolition de toutes les barrières qui empêchent l'auto-détermination syndicale et politique des travailleurs, et c'est par rapport à ce critère que le prolétariat peut et doit établir ses alliances avec les autres forces disposées à se battre contre la dictature militaire terroriste au service des monopoles.

La lutte contre la dictature ne se confond pas avec la lutte pour la démocratie révolutionnaire. Il est possible que la dictature s'écroule dans des circonstances où les forces populaires ne soient pas en condition d'imposer une solution révolutionnaire immédiate. Il est donc possible que la bourgeoisie garde le contrôle de la société et de l'Etat pendant la période s'ensuivant immédiatement à la chute du régime militaire terroriste actuel. Les exemples ne manquent en ce sens: le cas de l'Argentine en 1973, celui du Portugal, de la Grèce en 1974 montrent qu'un régime despotique et réactionnaire peut être renversé sans que les forces populaires s'emparent du pouvoir. Et si au Portugal l'alliance du Parti Communiste, du Mouvement des Forces Armées et du Parti Socialiste a assuré une orientation progressiste



au nouveau régime (tout en intensifiant la lutte de classe contre les propriétaires fonciers, les gros capitalistes et la réaction fasciste), en Argentine et en Grèce les forces démocratiques et socialistes n'ont pu empêcher que la réorganisation de l'Etat se fasse au profit de la bourgeoisie. D'où l'importance de la distinction entre la dictature terroriste du Capital Monopoliste et la lutte pour la démocratie révolutionnaire. On ne peut pas lutter pour la démocratie sans lutter contre la dictature, on ne peut pas réaliser la démocratie révolutionnaire sans abattre la dictature réactionnaire, mais ce serait une dangereuse illusion que de croire que la chute de la dictature entraînera automatiquement la victoire des forces ouvrières et populaires.

La dictature militaire terroriste constitue la solution historique que les classes dominantes ont trouvée pour barrer la route au mouvement national-populaire qui s'affirmait à travers le développement des luttes de masse du début des années 1960. Elle a représenté l'affirmation de l'hégémonie de la bourgeoisie monopoliste sur l'économie et la société brésilienne, en accélérant la centralisation et la concentration du capital, en préservant et en aggravant la dépendance financière et diplomatique du Brésil à l'égard de l'impérialisme, notamment de l'impérialisme nord-américain, en laissant intacts les rapports de propriété de la terre, en imposant de terribles sacrifices aux travailleurs de la ville et de la campagne. Pour réaliser la concentration monopoliste accélérée, la dictature a été cependant amenée à renforcer le secteur étatique de l'économie, à élargir et à développer les forces productives, à renforcer la subordination de l'agriculture à l'industrie et par conséquent à approfondir la contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation. L'économie et la société brésiliennes ont été soumises à la logique de l'accumulation monopoliste (qui bénéficie, dans une large mesure, les groupes monopolistes étrangers), de manière d'autant plus implacable que le maintien de l'"ordre" a été assuré par un appareil de répression centralisé, omnipotent, et faisant un usage systématique de la torture et de l'assassinat sélectif des militants ouvriers, démocratiques et socialistes les plus en vue.

Cependant la cohésion des intérêts dominants, articulés autour de la politique des monopoles réalisée par la dictature du Haut-Commandement Militaire, n'est pas sans failles. La consolidation de l'hégémonie de la bourgeoisie monopoliste a créé certains mécontentements parmi les secteurs des classes dominantes qui n'ont pas pu bénéficier, ou ont été même atteints par la concentration de la production et par le rythme d'accumulation. Ainsi, les avantages concédés aux grands monopoles, notamment étrangers, ont rendu la concurrence beaucoup plus dure aux petits et moyens capitalistes nationaux, dont une partie a été expulsée du processus productif. La vieille oligarchie foncière, quoique ayant conservé ses terres, a vu son poids spécifique à l'intérieur des classes dominantes considérablement réduit, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Ces dissensions internes des classes dominantes se sont traduites par des affrontements multiformes, qui ont parfois assumé la forme de lutte politique ouverte (comme dans le cas du "Front Elargi" dont le manifeste de lancement était signé par Carlos Lacerda, leader civil du coup d'Etat de 1964). A plusieurs reprises, les intérêts monopolistes se sont opposés au nationalisme de droite, étatisant, du général Albuquerque Lima, et aux intérêts agraires provoquant trois importantes crises ministérielles qui se sont toutes soldées par une victoire du capital monopoliste.

La pleine affirmation de l'hégémonie de la bourgeoisie monopoliste sur l'économie et la société brésilienne a été étroitement liée à la dictature terroriste du Haut-Commandement Militaire. C'est ce que les idéologues du régime



expriment, à leur manière, par la formule "binôme sécurité-développement", en réalité le binôme terrorisme d'Etat-hégémonie des monopoles. Les intérêts dominants dans l'économie et dans la société (ceux de la bourgeoisie monopoliste) ne trouvent pas toujours leur expression politique la plus adéquate dans la forme existante du pouvoir d'Etat, de même que celle-ci (la dictature terroriste du Haut-Commandement Militaire) obéit à une logique où entrent en ligne de compte d'autres facteurs que les seuls intérêts des monopoles, (ne serait-ce que le point de vue de la masse des officiers; or ce point de vue est plutôt celui de la petite et moyenne bourgeoisie que de la grande bourgeoisie). La grande bourgeoisie peut parfaitement abdiquer de l'exercice direct du pouvoir d'Etat et accepter le terrorisme d'Etat (c'est-à-dire, le contraire du libéralisme politique), mais elle devient immédiatement réticente et appréhensive lorsque le "libéralisme économique" est menacé. Le drapeau du "libéralisme économique" recouvre, à l'heure actuelle et dans les conditions spécifiques du Brésil, deux objectifs de classe fondamentaux de la bourgeoisie monopoliste: 1- éviter que l'importance croissante du secteur étatique de l'économie ne finisse par menacer la propriété capitaliste des grands moyens de production -d'où les critiques aux velléités "étatisantes" qu'elle croit déceler dans certains groupes de pression à l'intérieur de l'appareil d'Etat et du secteur étatique de l'économie et 2- éviter la formation d'un bloc national-bourgeois qui, prenant appui sur les courants nationalistes (modérés ou de droite) au sein de la bureaucratie militaire, sur les secteurs de la bourgeoisie liés au marché intérieur ou menacés par la concurrence des monopoles étrangers, et sur les aspirations nationalistes plus ou moins cohérentes de différentes couches de la population, ne remette en cause, ne serait-ce que partiellement les avantages que les grands monopoles tirent de la dépendance financière et diplomatique du Brésil à l'égard du système impérialiste, notamment des Etats-Unis. La lutte contre la "dénationalisation de l'économie" s'inscrit dans cette perspective; elle mobilise des secteurs relativement importants de la bourgeoisie brésilienne, surtout parmi ceux qui souhaitent compter sur l'appui du secteur d'Etat pour atténuer, voire mettre fin à l'emprise des monopoles impérialistes sur l'économie nationale. La dictature du Haut-Commandement Militaire pourra être sensible aux aspirations de la fraction nationaliste des classes dominantes, en essayant de les neutraliser par des mesures partielles telles que la diversification du commerce extérieur et des sources de financement étranger et la définition d'une politique étrangère moins subordonnée aux Etats-Unis. Le développement récent du nationalisme bourgeois et même populaire en Amérique Latine, la crise du capitalisme international et le renforcement croissant du camp socialiste, constituent autant de conditions favorables, sur le plan mondial, à une telle évolution. D'où l'inquiétude des agents des monopoles étrangers ainsi que du secteur de la bourgeoisie associé à ces monopoles et à la haute finance internationale. S'ils se montrent aujourd'hui favorables à la prétendue "décompression politique", c'est parce qu'ils considèrent qu'une plus large distribution du pouvoir politique entre les différents groupes d'intérêt au sein des classes dominantes évitera des changements brusques dans l'orientation du régime tout en empêchant que la révolte populaire contre le terrorisme militaire ne finisse par menacer l'organisation même du pouvoir d'Etat bourgeois.

Les marxistes-léninistes ne sont ni prophètes ni "futurologues". Ils ne spéculent pas sur le résultat possible des affrontements à l'intérieur des classes dominantes, mais s'efforcent d'en saisir la logique objective, déterminée par les contradictions mêmes du développement du capitalisme monopoliste dans les conditions spécifiques de notre pays. Nous ne pouvons savoir aujourd'hui si la tactique de "décompression politique" permettra à la bourgeoisie monopoliste d'assumer le contrôle de la "normalisation constitutionnelle" du



pays, en recevant le pouvoir des mains d'un Haut-Commandement Militaire vaincu de la nécessité du "désengagement contrôlé" des Forces Armées de l'exercice direct du pouvoir politique. Ce que nous pouvons affirmer avec certitude c'est que les contradictions entre le "libéralisme économique" et l'"étatisation", entre le "capital étranger" et le "capital national", entre le terrorisme militaire et la normalisation constitutionnelle ont une base objective, et tenderont à se reproduire indépendamment de la volonté de tel ou tel chef militaire ou politique,

Face à ces contradictions, quelle doit être l'attitude des forces révolutionnaires de la démocratie? Elles doivent d'abord en tirer deux conséquences générales: il y a des raisons objectives pour que leurs ennemis se divisent, mais il y a aussi des possibilités objectives pour que l'un des différents courants de la bourgeoisie propose ses propres "solutions" aux grands problèmes nationaux, soit en ce qui concerne le rétablissement des libertés soit en ce qui concerne la défense de l'économie nationale face à l'emprise du capital étranger, soit les deux choses à la fois. Il va de soi qu'aucune de ces "solutions" ne résoudra les grands problèmes de notre peuple, mais il est possible qu'elles les atténuent, par exemple en limitant le pillage impérialiste des richesses nationales, en limitant le rapatriement des bénéfices réalisés par les monopoles étrangers, en liquidant les emprunts contractés à un taux usurier auprès de la haute finance impérialiste, etc. De même, le rétablissement des libertés publiques pourra être accompagné de mesures de décompression salariale, qui du reste intéressent aux secteurs de la bourgeoisie produisant pour le marché interne. Les forces révolutionnaires de la démocratie pourront constater le caractère positif des mesures de ce genre, mais ne pourront jamais oublier qu'elles serviront fondamentalement à redonner du souffle à la domination de classe de la bourgeoisie, à résoudre ses différentes couches et fractions, et par là même à diviser le mouvement démocratique et anti-impérialiste, en isolant le prolétariat d'une partie de ses alliés et même en influençant les couches politiquement plus arriérées de la classe ouvrière.

*haut à auto-analyse*

En luttant pour la formation, autour de l'alliance historique des travailleurs de la ville et de la campagne, du front anti-dictature, les marxistes léninistes partent du principe que c'est de la cohésion de cette alliance historique des forces révolutionnaires de la démocratie que dépend le sort du front anti-dictature, car les forces bourgeoises susceptibles de l'intégrer sont également susceptibles de se mettre à la remorque de l'aile libérale et nationale de la grande bourgeoisie. D'où l'importance décisive dans la lutte contre la dictature, d'une juste compréhension des rapports entre les forces révolutionnaires et les forces non révolutionnaires au sein du front anti-dictature. Celui-ci est forcément plus large que le bloc de la démocratie révolutionnaire, il comprend la bourgeoisie non-monopoliste en général, tandis que la démocratie révolutionnaire est l'alliance historique des travailleurs de la ville et de la campagne. Les objectifs du front anti-dictature sont plus généraux donc plus limités que le programme de la démocratie révolutionnaire. Encore faut-il préciser en quoi consiste cette limitation. Les forces révolutionnaires de la démocratie doivent concentrer leur lutte politique dans le renversement de la dictature, ce qui ne veut pas dire qu'elles doivent rabaisser leur programme afin de ne pas "effrayer" leurs alliés bourgeois. L'objectif central du front anti-dictature sur le plan politique est la conquête de la souveraineté populaire: le régime politique pour lequel tous les démocrates se battent, est celui où tous les pouvoirs émanent du peuple et n'ont d'autre source de légitimité que le mandat populaire exercé dans des conditions de pleine liberté d'organisation et de pro



pagande. Sur le plan économique, l'objectif du front anti-dictature est le progrès économique et social qui suppose notamment la défense de l'économie nationale contre l'emprise des monopoles étrangers et l'amélioration des conditions d'existence et de travail de la population. Ces objectifs cependant, ne constituent que la formule générale de la démocratie, et sont donc la négation, également générale (et abstraite) de la dictature militaire terroriste au service du capital monopoliste. C'est que le programme ne se définit pas seulement par la réalité qu'il nie (la dictature) mais aussi -et surtout- par la transformation qu'il préconise, par la société nouvelle qu'il propose. Et c'est ici que se situe la ligne de démarcation entre les conceptions bourgeoises, petit-bourgeoises, réformistes ou simplement opportunistes de droite de la lutte contre la dictature et la conception marxiste-léniniste de la démocratie révolutionnaire ouvrant la voie au socialisme. Le prolétariat et les forces révolutionnaires de la démocratie ne peuvent garder leur indépendance au sein du front anti-dictature, ne peuvent lutter pour l'hégémonie au sein des forces démocratiques, s'ils ne défendent pas leur programme, qui donne un contenu historique concret aux objectifs généraux, donc abstraits, du front anti-dictature. Ce programme, la démocratie révolutionnaire, dont nous avons déjà défini les six points fondamentaux (voir deuxième partie) constitue la solution que les forces populaires, dirigées par le prolétariat se proposent de donner aux contradictions de la société brésilienne. Mais pour le réaliser il faut au préalable renverser la dictature et pour renverser la dictature il faut former un front avec les forces non-révolutionnaires de la démocratie. Les forces révolutionnaires en limitant (au sens actif du terme, c'est-à-dire, en concentrant) leurs efforts dans les objectifs les plus susceptibles de rassembler la majorité de la population dans la lutte contre la dictature, ne doivent faire aucune concession qui puisse entraver la lutte pour la démocratie révolutionnaire. Parce qu'il comprend des forces bourgeoises (globalement les couches non-monopolistes de la bourgeoisie) le front anti-dictature sera toujours instable. Les démocrates de la petite et moyenne bourgeoisie seront toujours tentés de composer avec l'aile libérale de la grande bourgeoisie, qui veut simplement redorer la façade du régime. Ou alors ils pourront s'embarquer dans une aventure "national-militaire" dont nous avons indiqué plus haut les possibilités. L'exemple du parti de l'opposition officielle (MDB) est en ce sens très significatif. Il regroupe des démocrates petit-bourgeois et bourgeois qui se battent contre la dictature, mais aussi des représentants politiques de la bourgeoisie libérale, y compris de sa couche monopoliste, qui souhaitent simplement élargir le cercle des privilégiés qui participent à la direction de l'Etat à travers un retour à la "normalité constitutionnelle". Appuyer le MDB en tant que tel, alors que ses chefs nationaux ainsi que la majorité de ses parlementaires ne défendent que le point de vue libéral de la grande bourgeoisie, c'est mettre la démocratie révolutionnaire à la remorque de la bourgeoisie libérale et par là même inféoder les secteurs effectivement nationaux et démocratiques de la bourgeoisie à l'hégémonie du grand capital monopoliste, donc de l'impérialisme. Autant dire que même sur le plan de la lutte légale -où évidemment, la démocratie révolutionnaire ne peut pas défendre ouvertement l'ensemble de son programme (on ne peut par exemple exiger, dans une campagne électorale, la dépuración des Forces Armées, mais on doit par contre exiger d'une opposition parlementaire démocratique la constitution d'une commission parlementaire d'enquête pour examiner les crimes de l'"Escadron de la Mort")- il est indispensable aux forces révolutionnaires de la démocratie de préserver leur indépendance en défendant un ensemble cohérent de mesures démocratiques et en mettant sur le premier plan celles concernant le droit des travailleurs à l'organisation indépendante avec toutes ses conséquences (droit de grève, liberté d'association, etc.).

pop. prolét.



Les opportunistes de droite ne comprendront jamais qu'il y a une différence radicale entre les mesures positives qu'un secteur des classes dominantes peut faire adopter par la dictature et les conquêtes que les forces démocratiques peuvent obtenir dans la lutte. C'est parce qu'ils ont une conception bourgeoise de la démocratie et de l'indépendance nationale, qu'ils ne voient pas que le contenu réel de la lutte pour la démocratie et pour le progrès économique et social n'est pas le même pour la bourgeoisie et pour le prolétariat et que l'attitude de la bourgeoisie et des couches moyennes à l'égard de la lutte contre la dictature, les monopoles et l'impérialisme dépend du rapport global de forces entre les différentes classes de la société, et tout particulièrement de la force spécifique de l'alliance ouvrière-paysanne - c'est-à-dire, des forces essentielles du bloc historique de la démocratie révolutionnaire) dans la société. Ils croient qu'il y a une bourgeoisie qui est métaphysiquement "nationale et démocratique", ils croient qu'il faut mener jusqu'au bout la "révolution-démocratique-bourgeoise" et ne comprennent pas que la transformation bourgeoise de la société brésilienne n'a pas été démocratique, donc révolutionnaire et que par conséquent le drapeau de la démocratie et de l'indépendance nationale ne pourra être défendu avec conséquence que par les forces populaires, dirigées par la classe ouvrière. La révocation de l'Acte Institutionnel n°5, la "décompression" politique, la préservation du monopole d'Etat du pétrole, sont des mesures positives que le régime peut adopter. Mais il serait absurde - pour un révolutionnaire - de considérer que toutes les forces politiques et sociales favorables à des mesures de ce genre peuvent entrer dans le front anti-dictature. En tout état de cause, le critère pratique fondamental de l'alliance des forces révolutionnaires avec les forces non-révolutionnaires de la démocratie en vue de la constitution du front anti-dictature est la reconnaissance, de la part des forces non-révolutionnaires (donc bourgeoises) de la démocratie, de l'organisation indépendante des travailleurs ainsi que de leurs droits fondamentaux. Comment appuyer, par exemple, un candidat bourgeois à un poste électif si celui-ci n'inclut pas dans sa campagne le droit de grève et la liberté d'association pour les travailleurs? Appuyer des secteurs libéraux de la bourgeoisie ou des secteurs nationalistes des Forces Armées qui n'assument pas une position de principe en faveur des droits des travailleurs, c'est contribuer à la consolidation de l'hégémonie bourgeoise dans la lutte contre la dictature militaire terroriste au service des monopoles, c'est rabaisser cette lutte au point de vue libéral ou national-chauvin de la bourgeoisie, c'est abdiquer de l'hégémonie prolétaire dans le combat pour la démocratie et pour le progrès économique et social de la nation.

Le développement conséquent de la lutte contre la dictature repose sur les forces révolutionnaires de la démocratie, et notamment sur le rôle de la classe ouvrière. La question essentielle de la tactique révolutionnaire, aujourd'hui consiste donc à déterminer les formes de lutte et d'organisation, ainsi que les mots d'ordre principaux qui, tout en rassemblant l'ensemble des forces démocratiques et anti-monopolistes de la nation, créent les meilleures conditions pour le renforcement de l'alliance historique des travailleurs de la ville et de la campagne, ainsi que des autres secteurs combattifs du mouvement populaire: étudiants, intellectuels, prêtres progressistes, etc.

La condition essentielle de la victoire de la démocratie est la mobilisation de la classe ouvrière. La propagande des marxistes-léninistes au sein du mouvement ouvrier doit être clairement anti-capitaliste. Il faut opiniâtrement faire comprendre aux travailleurs salariés que sans l'abolition de la logique du profit et de l'accumulation monopoliste il n'y aura pas de solution de fond aux problèmes de notre peuple. Mais les idées du socialisme ne de-



viennent une force réelle que si elles sont reprises dans la lutte des masses. Les intellectuels d'"extrême-gauche" liés au trotskysme, à la POLOP, et autres groupes qui se présentent aujourd'hui comme la "tendance prolétaire" de la gauche brésilienne se montrent incapables de faire le verbe devenir chair, exactement parce qu'ils rabaissent ce qu'ils appellent "l'éducation socialiste de la classe ouvrière" à la répétition monotone des principes généraux du marxisme, que d'ailleurs ils ont pour la plupart mal assimilés ( la question se posant donc de savoir, en ce cas, qui éduquera les éducateurs). La propagande socialiste, telle que l'entendent les véritables marxistes-léninistes, ne se réduit pas à l'affirmation des principes généraux du matérialisme historique et dialectique, mais relie les objectifs historiques du prolétariat aux grandes luttes du moment actuel; elle n'est pas une litanie, mais un instrument de compréhension de la situation concrète, elle n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action. Il faut donc que la propagande du socialisme soit articulée au programme de la démocratie révolutionnaire et par là aux tâches immédiates de la classe ouvrière dans la lutte contre la dictature. Ces tâches se résument dans l'interpénétration dialectique de la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence et de travail et la lutte pour l'organisation de classe indépendante.

Les succès remportés par le mouvement ouvrier sous le régime de la Constitution de 1946 -qui ont abouti à la formation du CGT, embryon d'une centrale syndicale indépendante- ont été remis en cause par le coup d'Etat de 1964. La brutalité de la répression qui s'est abattue sur le mouvement syndical à cette occasion peut expliquer en partie le reflux des luttes ouvrières qui s'est ensuivi. Mais il n'y a pas de rapport mécanique de cause à effet entre la répression et le reflux. La combativité des masses n'est pas inversement proportionnelle à l'intensité de la répression: seul le crétinisme social-démocrate peut penser le contraire. Le CGT, influencé par la tactique "d'en-trisme" dans le gouvernement Goulart -qui était celle du PCB- avait largement surestimé ses forces. Au lieu d'un recul plus ou moins en ordre, ce fut la débacle, la désorganisation, voire le discrédit auprès des travailleurs. Certains sociologues "de gauche" ainsi que les milieux gauchistes en général, en ont tiré cette conclusion que la cause de cet échec -et de l'incapacité, dont a fait preuve le CGT, de survivre dans la clandestinité- découlait de la tactique dite du "syndicalisme parallèle", consistant à établir des liens de coordination horizontale entre syndicats de différentes catégories professionnelles dans une même localité, puis entre les Fédérations syndicales d'un même Etat et finalement entre les Confédérations à l'échelle nationale. Cette tactique consistait donc à remettre en cause l'"encadrement vertical" des travailleurs imposé par la structure corporatiste du syndicalisme officiel, inspiré du fascisme, à partir de cette structure elle-même. Autrement dit, le "syndicalisme parallèle" consistait à transformer de l'intérieur le syndicalisme corporatiste officiel, en établissant la coordination horizontale à tous les échelons, entre les différentes catégories professionnelles. Critiquant cette tactique, les gauchistes de tout accabit ne proposent rien d'autre que le principe de l'organisation syndicale indépendante sans s'inquiéter nullement de montrer comment on peut aboutir à ce résultat. L'inconséquence pratique et le goût de la phrase "révolutionnaire" a amené donc les gauchistes, comme d'habitude, à l'inversion idéaliste qui consiste à prendre le résultat pour le point de départ, donc à décrire la forme achevée de l'indépendance syndicale sans se soucier de ce qui pour un communiste est l'essentiel: que faire pour parvenir à ce résultat?

Or, ce n'est pas la tactique en tant que telle qui est erronée. Les bolchéviks doivent aller là où sont les masses, et les ouvriers combattifs sont nombreux à aller -faute de mieux- aux syndicats officiels. Ils ont des questions

in fine: Debat in fact qui est



pratiques urgentes à résoudre (accidents de travail, salaires, licenciements etc.) et ne peuvent pas attendre dans les cafés (comme le font maints intellectuels d'"extrême-gauche") le jour miraculeux où les soviets jailliront de partout, comme les champignons après la pluie. La tactique de débordement du syndicalisme corporatif part donc du niveau réel de conscience et d'organisation des travailleurs. Si ses résultats ont été décevants en 1964, cela s'explique par deux raisons: 1- la confiance aveugle du PCB dans la préservation de la légalité bourgeoise qui l'a amené à délaissier le travail de consolidation à la base de la coordination horizontale entre syndicats au profit de manoeuvres au sommet où le CGT exagèrait sa force pour négocier en meilleure position avec le gouvernement Goulart: il y a donc eu une sorte de "bluff" réciproque, Goulart rassurant les syndicalistes avec son "dispositif militaire nationaliste et légaliste" et le CGT rassurant Goulart en lui assurant qu'en cas de tentative de coup d'Etat le pays serait paralysé par la grève générale. Malheureusement, ni la réaction interne, ni l'impérialisme, n'ont cru au double "bluff"... 2- l'influence, non négligeable, que le "trabalhismo" exerçait sur le mouvement ouvrier. Si son aile gauche, passée avec Leonel Brizola à des positions national-populaires, à orientation révolutionnaire, de même que son "centre", à la tête duquel était Goulart lui-même, favorisaient le mouvement vers l'indépendance syndicale - d'autant plus que le CGT constituait l'un des piliers de l'alliance national-populaire, à laquelle, Goulart s'était finalement identifié, en faisant sien le programme des "réformes de base", l'aile droite du "trabalhismo", par contre, composée de bureaucrates du syndicalisme d'Etat souvent corrompus (les "pelegos") et de fonctionnaires du Ministère du Travail et des institutions de la sécurité sociale, constituait une force d'inertie importante dont il faut tenir compte pour comprendre la faiblesse du mouvement syndical face à la répression de la dictature militaire terroriste.

La première reprise des luttes ouvrières après le coup d'Etat de 1964 a eu lieu en 1967-1968. Elle commença par un certain regroupement de l'opposition syndicale, qui lança le MIA (Mouvement Inter-syndical Contre les Compréssions Salariales). Puis, à partir de la reprise des luttes de masse dans la rue au début de 1968, ce fut le passage aux grèves "sur le tas" avec occupation d'usines d'abord à Minas Gerais (Contagem), ensuite à Osasco. Ces grèves, ainsi que les manifestations de rue des ouvriers les plus combattifs (notamment celle du 1 mai 1968 à São Paulo) ont été rendues possibles par la conjonction de deux facteurs: 1- une lutte politique intense dans les syndicats où l'opposition ouvrière était puissante et 2- l'organisation, clandestine ou semi-légale, dans les lieux de travail, de comités ouvriers. Si d'une part les conditions mêmes dans lesquelles se déroulèrent ces grèves et manifestations (brutalement réprimées par le régime) témoignèrent d'une extraordinaire disposition de lutte, et d'une appréciable capacité d'organisation clandestine, il ne faut pas non plus oublier que parmi les leaders des grèves de Minas, ainsi que de celles d'Osasco figuraient les présidents des syndicats des catégories concernées (Enio Seabra à Minas, José Ibrahim, à Osasco). Il faut le simplisme des courants gauchistes influencés par certains "socialistes de chaire" pour expliquer l'échec de ces grèves par le fait qu'elles se sont partiellement appuyées sur le syndicat. En réalité, ces grèves n'ont "échoué" que dans la mesure où les secteurs les plus avancés (mais assez minoritaires) du mouvement ouvrier se sont lancés en ordre dispersé dans un combat où le rapport de forces était par trop défavorable. Mais elles n'ont pas échoué en ce sens qu'elles ont montré que c'est par le mouvement convergent de l'organisation sur les lieux de travail et de la lutte politique au sein des syndicats que peut se dégager un solide mouvement de masses ouvrières qui constituera la force motrice de la démocratie révolutionnaire. Après le reflux,



de 1969-1972, le nouvel élan des luttes ouvrières s'appuie à la base sur des comités d'usine, qui augmentent en nombre et en cohésion. Ces premiers pas dans la voie de l'organisation indépendante (bien que pour l'instant limitée et strictement clandestine) au niveau des lieux de travail, favorisent le renforcement des oppositions syndicales dont la voix se fait de plus en plus entendre en dépit du terrorisme militaire. La réorganisation, sur de nouvelles bases, du mouvement communiste du Brésil repose essentiellement sur les ouvriers révolutionnaires qui sont à l'avant-garde de la lutte pour l'organisation indépendante du prolétariat.

La campagne devient de plus en plus une sphère de placement du Capital. Les quelques tentatives frustrées de modification de la structure agraire montrent néanmoins que la bourgeoisie monopoliste n'a pas pu se passer de son alliance avec l'oligarchie latifondiaire. Les paysans qui vivent dans les latifundia sous un statut du type "colonos", "moradores", "meeiros", etc., c'est à dire, exploités sur la base de rapports pré-capitalistes de production, sont de plus en plus contraints à la prolétarianisation, surtout dans les régions où la législation sur le travail agricole a reçu un début d'application. Les paysans dépossédés à la recherche d'un travail journalier se concentrent dans les centres urbains en bordure des zones rurales, ce qui augmente les possibilités de l'action collective. L'action des communistes et de tous les révolutionnaires à affaire ici à des couches nouvelles du prolétariat, où les idées et les buts du socialisme sont pratiquement inconnus et où la syndicalisation, même dans les conditions du Brésil actuel, constituerait en tant que telle, un pas en avant considérable. Néanmoins, il ne faut pas perdre de vue que leur prolétarianisation récente n'a pas toujours l'effet espéré par certains d'une transformation immédiate de leur conscience. Un grand nombre de ces journaliers maintient une très ferme volonté de s'installer et d'exploiter avec sa famille un petit lopin de terre.

Les paysans pauvres et les couches semi-prolétaires de la campagne qui constituent, et pour toute une période encore, la grande majorité de la main d'oeuvre rurale ont comme revendication centrale la terre. La Réforme Agraire radicale garde donc toute sa valeur comme mot d'ordre de la démocratie révolutionnaire, d'autant plus que la politique agraire de la dictature n'a pas touché au régime de propriété de la terre. La vieille classe dominante rurale des latifondistes reste toujours omniprésente. A ses côtés, la bourgeoisie monopoliste prend l'initiative de renforcer encore plus le monopole de la terre en occupant les zones jusqu'ici vierges, tentée par les énormes profits qui pourront être obtenus grâce à la pénurie de cellulose et de viande bovine à l'échelle mondiale. "Là où arrive le boeuf, l'homme doit partir", disent les paysans dépossédés par le capital monopoliste, qui s'investit dans l'élevage bovin. La lutte pour la terre concerne directement la grande majorité de la population agricole; en inscrivant dans son programme la réforme agraire démocratique selon la consigne "la terre à celui qui la travaille" le front anti-dictature ralliera à lui cette force décisive de la révolution sociale au Brésil. Puis, en appliquant ce programme, la démocratie révolutionnaire consolidera l'alliance historique du prolétariat et de la paysannerie et créera des conditions meilleures pour le passage au socialisme.

En définissant leur programme agraire, les communistes du Brésil doivent donc tenir en compte la différenciation entre les revendications paysannes - la terre, les prix, les crédits, l'assistance technique - et les revendications proprement prolétaires - application de la législation du travail, salaires, retraite, vacances - ainsi que les importantes revendications communes - la revocation des lois qui mettent un obstacle à la création de nouveaux syndicats de travailleurs de l'agriculture, l'exécution de la Réforme Agraire, la liber



té d'organisation, etc. Ils doivent déterminer, pour chaque région et chaque culture, les unités de production agricoles qui seront socialisées et sous quelles formes - fermes d'Etat, coopératives de production, entreprises autogerées, là où la terre ne sera pas partagée.

Le régime de démocratie révolutionnaire ne se propose, en général, de nationaliser que les principaux moyens de production. Il est donc normal que subsiste une classe de capitalistes de la campagne, de même qu'en ville devra subsister la petite et moyenne entreprise capitaliste. Mais l'orientation générale de la démocratie révolutionnaire consiste à nationaliser les moyens de production partout où le caractère social de la production s'est pleinement développé. Cependant, dans la lutte contre la dictature et en vue de l'alliance nécessaire entre les forces révolutionnaires et les forces non-révolutionnaires de la démocratie, la plate-forme démocratique doit se concentrer, en ce qui concerne la question agraire, sur l'expropriation des latifundistes, l'organisation indépendante pour les travailleurs de la campagne, seule garantie de l'amélioration effective de leurs conditions d'existence et de travail, et la protection de l'entreprise paysanne, notamment par le renforcement et la démocratisation du système de coopératives.

Le rôle des étudiants, des intellectuels et artistes progressistes, des courants progressistes au sein de l'Eglise, des couches moyennes salariées, est déjà considérable dans la lutte pour les libertés démocratiques, contre l'emprise des monopoles et de l'impérialisme sur l'économie et la société brésiliennes, contre le terrorisme militaire et pour le progrès économique et social de la nation. La réorganisation du mouvement étudiant - qui a courageusement combattu la dictature, dans l'Université, et dans la rue, de 1964 à 1969, mais qui par la suite a été durement frappé par la répression, non seulement au niveau de ses organisations de masse - UNE et UEEs - mais également dans la personne de ses militants les plus connus, pour la plupart engagés dans la lutte révolutionnaire, y compris la résistance armée, s'amorce depuis 1972. Dès 1973 les étudiants ont repris les manifestations publiques, avec l'hommage à un étudiant assassiné par la police politique. Depuis lors la réanimation des luttes de masse est sensible dans les milieux universitaires et intellectuels. La tâche centrale des communistes est de les lier à la lutte de tous les démocrates en vue de renverser la dictature. Pour cela, il faut d'abord remettre sur pied les organisations des étudiants, des travailleurs intellectuels et des couches moyennes démocratiques, notamment l'Union Nationale des Etudiants.



§5- Renverser la dictature, réaliser la démocratie révolutionnaire, ouvrir la voie au socialisme

En présentant cette plate-forme à tous les camarades qui cherchent dans leur pratique à servir la classe ouvrière brésilienne dans la lutte pour son émancipation, nous rejetons toute prétention d'avoir résolu au préalable l'ensemble des questions qui peuvent constituer des obstacles à la réunification des communistes. Néanmoins, nous avons la ferme conviction d'avoir avancé des réponses solides aux principaux problèmes auxquels se heurteront nécessairement ceux qui se battent pour réorganiser sur des bases nouvelles le mouvement communiste du Brésil, à savoir:

1. Le caractère de la révolution brésilienne
2. Les formes d'organisation et de lutte dans lesquelles nous devons investir nos forces
3. Le parti révolutionnaire dont nous avons besoin
4. Les grandes orientations politiques du mouvement ouvrier et démocratique dans la lutte contre la dictature
5. Les objectifs essentiels du programme que la classe ouvrière présente aujourd'hui à ses alliés historiques

A ces questions nous avons donné les réponses suivantes:

1. La révolution brésilienne a un caractère socialiste. Le pouvoir actuellement détenu par la bourgeoisie passera au prolétariat qui s'en servira pour collectiviser l'appropriation du surproduit social lançant ainsi les bases à la construction du socialisme dans notre pays. Cela ne signifie absolument pas que notre programme pour le moment actuel, soit un programme socialiste.
2. Les forces révolutionnaires doivent se concentrer aujourd'hui dans la réalisation du mot d'ordre vers lequel convergent toutes les luttes politiques: A BAS LA DICTATURE! L'action des communistes vise avant tout à doter les ouvriers d'une solide organisation de classe, indépendante et autonome, sans laquelle la réalisation de la démocratie révolutionnaire qui ouvrira la voie au socialisme ne sera pas possible.
3. Nous avons besoin d'un parti organiquement lié à la classe ouvrière qui puisse conduire ses luttes dans le chemin de la transformation révolutionnaire de la société en direction du socialisme. Pour cela il doit agir comme une volonté unique sur la base du centralisme démocratique. Dans les conditions actuelles il doit préserver une clandestinité politique (et non sociale) de ses militants et avoir la capacité de développer toutes les formes de lutte y compris la lutte violente et armée.
4. Pour renverser la dictature, la classe ouvrière propose à toutes les forces démocratiques, la constitution d'un front dont les objectifs principaux sont:
  - a) La conquête de la souveraineté populaire d'un régime politique où tous les pouvoirs émanent du peuple et n'ont d'autre source de légitimité que le mandat populaire exercé dans des conditions de pleine liberté d'organisation et de propagande.
  - b) La défense de l'économie nationale contre l'emprise des monopoles étrangers.
  - c) Le progrès économique et social notamment à travers l'amélioration des conditions d'existence et de travail de la population.



5. L'ensemble du prolétariat, les paysans et toutes les couches non-monopolistes de la société brésilienne exerceront ensemble le pouvoir dans un régime démocratique et révolutionnaire. Pour que cela se matérialise, la classe ouvrière présente dès maintenant les points essentiels de son programme pour cette étape historique:

- a) Droit irrestrict à la greve, indépendance syndicale, défense des conditions d'existence et de travail
- b) Nationalisations démocratiques
- c) Etablissement d'une Assemblée Nationale Constituante
- d) Réforme Agraire radicale
- e) Suppression de la dépendance du Brésil à l'égard de l'impérialisme
- f) Suppression de tous les organismes de répression et de la législation qui limite les libertés publiques, réorganisation démocratique des forces armées nationales avec la punition de tous les tortionnaires et complices de la répression

Ces points constituent les orientations essentielles du programme qui par son application ouvrira la voie au socialisme dans notre pays.

Voilà les éléments fondamentaux et les orientations essentielles pour que l'actuel processus de réunification se développe et se consolide.

Mais cette réunification nous ne la voyons pas comme un compromis entre différents groupes et cercles de marxistes en train de développer leur auto-critique. A la lumière des conceptions de MARX et de LENINE sur la nature du mouvement communiste, et ayant pour base particulièrement les thèses de LENINE sur la nature de l'organisation révolutionnaire du prolétariat, nous affirmons que la formation du parti communiste repose essentiellement sur les ouvriers d'avant-garde, c'est-à-dire, sur le secteur le plus avancé de la classe historiquement révolutionnaire. Nous refuserons toute tentative, d'où qu'elle vienne, de vouloir se substituer à la dynamique de la lutte de masses. Et nous n'avons aucune illusion quant à la possibilité d'en finir d'une fois pour toutes avec les réticences, réserves ou même l'esprit de compétition entre cercles, avant qu'un prochain redressement du mouvement ouvrier fasse jour. Ce sera un dur examen pratique pour les nombreuses conceptions politiques qui ne sont que des sous-produits de la fragmentation du mouvement communiste brésilien.

Sans vouloir, donc, prévoir la trajectoire extrêmement complexe qui suivra le processus de réorganisation des communistes, nous n'épargnerons aucun effort pour chercher une base d'unité avec tous les camarades, cercles et organisations révolutionnaires qui trouveront dans cette plate-forme des éléments pour franchir un pas en cette direction.

D'où notre engagement solennel de tout mettre en oeuvre pour que se réalise L'UNION POUR L'EMANCIPATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE, combattant d'avant-garde de la démocratie et du socialisme.

VIVE L'UNION DES COMMUNISTES!

A BAS LA DICTATURE!

VIVE LA DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE!

VIVE LE SOCIALISME!



D E B A T E est en vente:

- FRANCE : Librairie Portugaise  
33, rue Gay-Lussac / 75005 Paris  
Librairie La Joie de Lire  
19/40, rue Saint-Séverin / 75005 Paris
- PORTUGAL : Livraria Opinião  
Rua Nova da Trindade, 24 / Lisboa  
Livraria Leitura  
Rua de Ceuta, 88 / Porto
- SUEDE : Bokafē  
Drottningatan / Stockholm et Lund  
Oktuber  
Bokhandel / Stockholm
- ITALIE : Libreria Rinascita  
Via delle Botteghe Oscure, 1-2-3 Roma  
Libreria Internazionale Paesi Nuovi  
pza. Montecitorio 59/60 Roma

Correspondance et Abonnements (25 FF ou US\$ 6):

M. DESCOMBEY  
LA BROSSE  
91640 BRIIS SOUS FORGE  
FRANCE